



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le vendredi 12 juin 1987

Vol. 29 - No 123

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Présence de Mme Yvette Roudy, députée du Calvados	8315
Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Rapport annuel de la Commission de la protection du territoire agricole	8315
Rapport annuel de l'Office de la construction	8315
Copie d'une lettre à M. Guy Lord, président du conseil d'administration de Radio-Québec	8315
Décision du Bureau de l'Assemblée	8315
Lettre de démission de M. Luc Bessette, vice-président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération	8315
Dépôt de rapports de commissions	
Étude détaillée du projet de loi 57 - Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik	8316
Étude détaillée du projet de loi 128 - Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique	8316
Étude détaillée du projet de loi 104 - Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse	8316
Étude détaillée du projet de loi 25 - Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives	8316
Consultation particulière sur le projet de loi 30 - Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives	8316
Étude détaillée du projet de loi 27 - Loi sur les pesticides	8316
Étude détaillée du projet de loi 22 - Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi	8316
Étude détaillée du projet de loi 23 - Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports	8316
Questions et réponses orales	
Commission parlementaire sur le libre-échange	8317
Le droit à la prestation maximale d'aide sociale	8319
Statut des personnes arrêtées et non poursuivies dans l'affaire CSN	8320
Recherche d'un acheteur québécois pour UniMédia	8321
Financement des maisons d'hébergement des femmes victimes de violence conjugale	8322
Le maintien intégral de l'Institut Doréa	8324
Le bénévolat dans les organismes gouvernementaux	8325
Politique de protection des cours d'eau	8326
Dépôt de documents	
Crédits supplémentaires no 1, 1987-1988	8327
Renvoi à la commission plénière	8327
Projet de loi 21 - Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile	
Adoption du principe	8327
Renvoi à la commission des affaires sociales	8327
Avis touchant les travaux des commissions	8328
Affaires du jour	
Projet de loi 34 - Loi modifiant le Code de procédure civile	
Adoption du principe	8328
M. Herbert Marx	8328
M. Claude Filion	8330
Renvoi à la commission des institutions	8333

Table des matières (suite)

Projet de loi 36 - Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	
Adoption du principe	8333
M. Herbert Marx	8333
M. Claude Filion	8335
M. Herbert Marx (réplique)	8337
Renvoi à la commission des institutions	8337
 Projet de loi 26 - Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen	
Adoption du principe	8337
M. Herbert Marx	8338
M. Claude Filion	8339
M. Herbert Marx (réplique)	8343
Renvoi à la commission des institutions	8344
 Ajournement	8344

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, Qc
GIR 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le vendredi 12 juin 1987

(Dix heures dix minutes)

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!
À l'ordre, s'il vous plaît!

Mesdames et messieurs les députés, un moment de recueillement.

Veuillez vous asseoir.

**Présence de Mme Yvette Roudy,
députée du Calvados**

Avant de procéder aux affaires courantes, j'ai l'honneur de souligner la présence dans les galeries de Mme Yvette Roudy, députée du Calvados.

Affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi.

Dépôt de documents, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Rapport annuel de la Commission de la protection du territoire agricole

M. Pagé: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel de la Commission de la protection du territoire agricole du Québec pour la période comprise entre le 1er avril 1985 et le 31 mars 1986.

Le Président: M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, votre document est déposé.

M. le ministre du Travail. M. le ministre.

Rapport annuel de l'Office de la construction

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Oui, M. le Président, conformément à notre règlement, je dépose le rapport d'activité 1986 de l'Office de la construction du Québec.

Le Président: Votre document est déposé, M. le ministre. M. le ministre des Communications. M. le leader du gouvernement, au nom du ministre des Communications.

Copie d'une lettre à M. Guy Lord

M. Gratton: M. le Président, au nom du ministre des Communications, je voudrais déposer copie d'une lettre adressée à M. Guy Lord, président du conseil d'administration de Radio-Québec.

Le Président: M. le leader du gouverne-

ment, le dépôt du document de M. le ministre des Communications est fait.

Décision du Bureau de l'Assemblée

J'ai également deux documents à déposer. Dans un premier temps, j'aimerais déposer une décision du Bureau de l'Assemblée nationale portant le numéro 247, datée du 2 juin 1987.

Lettre de démission de M. Luc Bessette

J'aimerais déposer également la lettre de démission de M. Luc Bessette, vice-président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération. Les deux documents sont maintenant déposés.

J'aimerais maintenant reconnaître, toujours à l'étape du dépôt de documents, M. le ministre des Finances.

M. Levesque: J'attends d'un instant à l'autre un message du lieutenant-gouverneur signé de sa main. En attendant, on me permettra de déposer les crédits supplémentaires du budget 1987-1988...

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Avec le consentement des membres de l'Assemblée, on pourrait procéder à la lecture du message du lieutenant-gouverneur au moment où il sera disponible, c'est-à-dire dans les minutes qui suivent.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevrete: M. le Président, il serait bien malvenu d'empêcher le dépôt des crédits supplémentaires; il en manquait tellement dans plusieurs secteurs.

Une voix: Très bien! Très bien!

Le Président: M. le leader du gouvernement, je comprends qu'il y a consentement pour la lecture du message du lieutenant-gouverneur dans quelques instants, lorsque le ministre des Finances l'aura en sa possession. Je vais suspendre le dépôt de documents pour le moment.

Rapports de commissions. M. le président de la commission du budget et de l'administration, M. le député de Vanier.

Étude détaillée du projet de loi 57

M. Lemieux: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 11 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur la Société Makivik. Le projet de loi a été adopté.

Étude détaillée du projet de loi 128

J'ai aussi l'honneur de déposer le rapport de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 11 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 128, Loi modifiant la Loi sur le Bureau de la statistique. Le projet de loi a été adopté avec un amendement.

Le Président: M. le député de Vanier, vos rapports sont déposés. M. le président de la commission des institutions et député de Taillon.

Étude détaillée du projet de loi 104

M. Filion: M. le Président, il s'agit du rapport de la commission des institutions qui a siégé les 9 et 10 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse. Le projet de loi a été adopté avec des amendements.

Étude détaillée du projet de loi 25

Également, le rapport de la commission des institutions qui a siégé le 10 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 25, Loi modifiant la Loi sur la représentation électorale et d'autres dispositions législatives. Ce projet de loi a été adopté avec des amendements.

Le Président: M. le député de Taillon, vos deux rapports de commissions sont maintenant déposés. M. le président de la commission de l'économie et du travail et député de Verchères.

Consultation particulière sur le projet de loi 30

M. Charbonneau: M. le Président, je dépose le rapport de la commission qui a siégé les 9 et 10 juin dernier afin de procéder à une consultation particulière sur le projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives.

Le Président: Votre rapport de commission est déposé, M. le député de Verchères. M. le président de la commission

de l'aménagement et des équipements et député de Gouin.

Étude détaillée du projet de loi 27

M. Rochefort: M. le Président, je voudrais déposer le rapport de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé les 8 et 9 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 27, Loi sur les pesticides. Ce projet de loi a été adopté avec amendements.

Étude détaillée du projet de loi 22

Je voudrais aussi déposer le rapport de la même commission qui a siégé le 11 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi. Ce projet de loi a aussi été adopté avec amendements.

Étude détaillée du projet de loi 23

Je voudrais aussi déposer le rapport de la même commission qui a siégé aussi le 11 juin 1987 afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports. Ce projet de loi a été adopté.

Le Président: M. le député de Gouin, vos trois rapports de commissions sont maintenant déposés.

Dépôt de pétitions.

Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Je veux juste demander au leader du gouvernement s'il est au courant de la décision du Solliciteur général d'écourter ou non son voyage en Californie?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, le Solliciteur général par intérim est présent ce matin pour répondre aux questions, en la personne du ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le Président: Avant de procéder à la période de questions, j'avise tous les membres de cette Assemblée qu'il y a un vote au feuillet, ce matin, et que nous procéderons au vote de cette motion pour l'adoption du principe du projet de loi 21 immédiatement après la période de questions.

Je suis prêt à reconnaître une première principale. M. le député de Bertrand, en principale.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Commission parlementaire
sur le libre-échange

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. Il y a à peine 48 heures en cette Chambre, le ministre du Commerce extérieur réitérait son engagement, comme il l'avait fait le 13 mai dernier, de déposer en cette Chambre les études d'impact qui viennent avec son rapport. De son côté, le ministre de l'Industrie et Commerce était toujours hésitant. En espérant que le ministre du Commerce extérieur pourra convaincre son collègue dans les prochaines heures, de les déposer, parce que le temps presse et qu'il y a urgence... L'Assemblée nationale va cesser ses travaux dans une semaine pour ne reprendre qu'à l'automne, c'est-à-dire en octobre 1987 et, à ce moment-là, à toutes fins utiles, l'entente Canada—États-Unis sera probablement signée. Dans cet esprit, le président du Conseil du patronat, lors de son assemblée annuelle d'hier, prenait une position très claire rapportée dans les médias ce matin - je tiens à le souligner - que les entreprises manquent d'information sur les effets sectoriels du libre-échange et qu'il importe d'en savoir davantage, disait-il, avant de prendre des engagements dans un dossier aussi complexe et aussi important.

L'Association des manufacturiers canadiens devait se réunir, hier, pour envoyer un télégramme au ministre afin de demander une commission parlementaire. Est-ce que le ministre du Commerce extérieur et responsable du dossier du libre-échange peut s'engager, ce matin, à tenir une commission parlementaire dès le mois de juillet ou le mois d'août avant que ne soit signée quelque entente que ce soit?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur et responsable du libre-échange. M. le ministre.
(10 h 20)

M. MacDonald: J'ai, en effet, dit que, en ce qui me concerne, les annexes des études sectorielles, les annexes statistiques, pouvaient et seraient remises ou rendues publiques. J'ai dit que c'était la responsabilité des ministres responsables des différents secteurs de le faire lorsqu'ils seraient satisfaits des dossiers complétés, et je n'ai pas changé d'idée. Pour ce qui est de la déclaration du Conseil du patronat, je dirai que le président peut avoir son opinion, mais nous avons reçu non seulement des représentations verbales, mais des représentations écrites où l'aval conditionnel à une entente de libéralisation des échanges est discuté à fond à partir d'une foule de scénarios et ces études ont été faites dans plusieurs secteurs d'activité industrielle et commerciale. Je comprends difficilement que

monsieur se sente mal informé.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Je voulais savoir de la part du ministre s'il entend tenir une commission parlementaire, oui ou non, et quand il doit tenir cette commission parlementaire.

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. MacDonald: J'ai dit qu'une commission parlementaire pouvait être un moyen d'ajouter à l'information sur le sujet. J'avais consulté plus d'une fois le leader parlementaire et le premier ministre et cela demeure un instrument à utiliser s'il y a lieu.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Est-ce que le ministre...

Une voix: ...

Le Président: A l'ordre, s'il vous plaît!

M. Parent (Bertrand): ...du Commerce extérieur se rend compte... S'il n'y a pas de commission parlementaire, comment les parlementaires et comment les groupes pourront-ils se faire entendre à part de l'avoir fait au cours de la dernière année au comité Warren? De quelle manière le ministre pense-t-il que, dans le système dans lequel nous vivons, on peut se faire entendre et qu'on va pouvoir passer les messages? Même le Conseil du patronat n'avait pas cette position-là il y a un mois ou deux. Aujourd'hui, la situation a évolué et il est important que le ministre prenne des décisions et convainque son leader de tenir une commission parlementaire.

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

Des voix: Il n'y a pas de question là.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Des voix: Pas de réponse.

M. Johnson (Anjou): Cela m'a l'air que... Oui, et je suis sûr que le ministre...

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): ...va répondre. Il est sûrement capable de répondre à ça. M. le Président, ma question, qui s'adresse au ministre ou au leader du gouvernement ou peut-être au ministre des Finances ou à un autre ministre dans ce gouvernement qui aurait l'air de savoir où on s'en va dans le libre-échange, s'il y en a un, serait la suivante: Est-ce qu'on ne juge pas, plutôt que de dire: Oui, c'est une méthode parmi d'autres, est-ce qu'on ne considère pas, dis-je, qu'il est essentiel, compte tenu des effets possibles et "anticipables" du libre-échange sur les travailleurs du Québec, sur les entreprises du Québec et sur le progrès du Québec, qu'il y ait une commission parlementaire?

Une voix: Bravo! Bravo! Bravo!

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. MacDonald: Je pense qu'il est très bien connu par les travailleurs du Québec que la dernière personne de qui on aurait à prendre des recommandations pour sauvegarder leurs intérêts, c'est certainement le chef de l'Opposition.

S'il a écouté et s'il a compris - ce sont deux hypothèses - il y a eu, comme son député de Bertrand l'a mentionné, le comité Warren, entre autres, qui a reçu et qui peut encore recevoir les représentations de toute personne qui a quelque chose à contribuer au dossier, soit en faveur ou contre un traité de libéralisation des échanges. Il y a eu, à travers la province, des dizaines et des dizaines de colloques organisés par des associations manufacturières ou par des organisations industrielles. Des représentations ont été faites par plusieurs ministres du gouvernement; il y en a même eu par des représentants de l'Opposition qui s'y connaissent au dossier. Je crois que le tout a été aéré, peut l'être encore...

Le Président: En conclusion.

M. MacDonald: ...et que les moyens d'information ont été nombreux et sont encore disponibles.

Le Président: M. le chef de l'Opposition en additionnelle.

Une voix: Dossier dans l'air!

M. Johnson (Anjou): Oui, si je comprends bien, le dossier est dans l'air un peu avec le ministre.

M. le Président, est-ce que le ministre est conscient qu'il y aura des conséquences évidentes à la libéralisation des échanges entre le Canada et les États-Unis et, donc, le Québec, au niveau des travailleurs

forestiers, au niveau des travailleurs du textile, au niveau du développement de l'agriculture, au niveau de la place de la culture, au niveau du maintien d'une certaine fiscalité qui permet des progrès sociaux à notre peuple et au Québec? Est-ce qu'il attend et est-ce que le gouvernement attend, dans ce cas comme dans le cas de l'entente constitutionnelle, que ce soit le gouvernement canadien qui vienne consulter les Québécois au lieu du gouvernement du Québec?

Une voix: Ah! C'est ça!

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. MacDonald: Malheureusement, encore une fois je suis obligé de rappeler au chef de l'Opposition que, s'il prenait le temps de lire les documents qu'on a publiés ou les déclarations qu'on a faites, il s'apercevrait que la totalité de ses préoccupations ont été soulevées, que nous l'avons fait plus d'une fois et que nous allons le faire encore. Une entente du genre de celle proposée peut comporter plusieurs volets. Au moment où on se parle, on est encore en discussion sérieuse sur un grand nombre de scénarios. La solution finale n'est pas connue de façon définitive.

J'aimerais encore rassurer cette Chambre. L'intérêt que nous avons pour les travailleurs du domaine de la forêt, l'intérêt que nous avons pour les agriculteurs, l'intérêt que nous avons pour les travailleurs en général, nous l'avons signifié, nous l'avons démontré et nous continuerons à le faire. Le gouvernement du Québec est favorable à la négociation d'un traité de libéralisation des échanges mais pas à n'importe quel prix.

Le Président: M. le député de Bertrand, question additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Oui. Est-ce que le ministre ne reconnaît pas que les trois engagements majeurs qu'il avait pris, il ne les a pas tenus? C'est-à-dire la possibilité de tenir une commission parlementaire, de faire déposer les études d'impact - encore ce matin, il n'est pas capable de s'engager pour dire quand ces études vont être faites - troisièmement, la possibilité d'informer cette Chambre et de faire adopter une résolution par l'Assemblée nationale avant que soit signée - disait-il - quelque entente que ce soit. Je rappelle au ministre que cette entente va se tenir le 4 octobre 1987 au plus tard. Quand le ministre va-t-il saisir la Chambre d'une résolution pour adopter la position du Québec et respecter sa parole?

Le Président: M. le ministre du Commerce extérieur.

M. MacDonald: Le député de Bertrand se rappellera probablement que c'est lui qui a suggéré, et plus que suggéré, je dois l'admettre, que nous devrions tenir une commission parlementaire et que ce n'est pas moi qui ai introduit cette notion.

Deuxièmement, pour ce qui a trait à la remise des annexes statistiques des études sectorielles, je crois que j'ai été très clair. Je suis pour qu'on les rende publiques. Il s'agit nécessairement qu'elles soient bien complétées. C'est aux ministres responsables des différents secteurs de s'en occuper.

Pour ce qui est de la dernière mention que vous avez faite, j'ai dit le 13 mai 1987 - et je vais me permettre de relire - dans les débats de l'Assemblée nationale, je vais me citer. On parlait de problèmes de ratification d'un traité de libéralisation des échanges. J'ai terminé en disant: "M. le Président, je doute fortement que nous signions l'adhésion de la province dans un processus aussi important sans se présenter aux représentants de l'électorat québécois..." Là encore, je ne change pas d'idée.

Le Président: M. le député de Verchères, en principale.

**Le droit à la prestation
maximale d'aide sociale**

M. Charbonneau: Je m'adresse au ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Le Président: M. le député de Verchères, en principale.

M. Charbonneau: Au ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu. Est-il exact que le gouvernement aurait renoncé à son intention d'obliger les bénéficiaires d'aide sociale aptes au travail à participer à des mesures de maintien et de développement de l'employabilité pour avoir droit à leurs prestations maximums et qu'ils se contenteraient plutôt maintenant d'obtenir et d'exiger d'eux un engagement de disponibilité?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Je remercie le député de Verchères pour sa question. Je suis certain qu'il me permettra de souligner la présence dans nos galeries ce matin de celle qui m'a précédé comme ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, Mme Pauline Marois que je salue.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de

la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, vous avez la parole.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Quant à la question précise du député de Verchères, je tiendrais à lui souligner que les programmes d'employabilité qui sont offerts aux jeunes présentement ne sont pas des programmes obligatoires. Ce sont des programmes dont les jeunes peuvent se prévaloir de façon à obtenir le maximum du barème d'aide sociale.
(10 h 30)

Le Président: M. le député de Verchères, en additionnelle.

M. Charbonneau: Le ministre n'a pas compris. Ma question est la suivante. A-t-il renoncé...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Charbonneau: ...lui et le Conseil des ministres, à son intention d'obliger les 318 000 bénéficiaires d'aide sociale aptes au travail, de 18 à 65 ans au Québec, de participer à des mesures de développement ou de maintien de l'employabilité pour plutôt se contenter de leur exiger un engagement de disponibilité?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre, de la Sécurité du revenu et du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Ce n'est pas dans la renonciation qu'il faut voir l'action de l'actuel gouvernement. Comme je l'ai annoncé il y a quelques semaines, nous en sommes à compléter, avec le ministère des Finances, une politique sur la sécurité du revenu qui comportera trois volets. Le programme APPORT qui s'appliquera aux familles à faibles revenus, de façon à inciter ces gens qui sont déjà sur le marché du travail à y demeurer, à inciter des gens qui sont sur l'aide sociale à réintégrer le marché du travail. J'indiquerai également le deuxième volet, le programme APTE et c'est sur celui-là que les questions plus précises du député procèdent présentement. Quant au programme APTE, nous sommes à le terminer. Nous le rendrons public comme je l'ai indiqué au cours de l'été. Le programme qui s'appliquera aux personnes inaptes au travail constituera la politique de Sécurité du revenu du gouvernement du Parti libéral. J'en profite pour indiquer au député de Verchères que la situation continue tout de même de s'améliorer pour nos jeunes au Québec, et que, entre mai 1986 et mai 1987 il y a eu une hausse de 11 000 emplois chez les jeunes de 15-24 ans dans la province de Québec.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député de Verchères, en additionnelle.

M. Charbonneau: Encore une fois, le ministre n'a pas répondu à ma question. Est-il d'accord avec l'information communiquée au grand public sur les ondes de CKVL, lundi dernier, par le président de la commission jeunesse du Parti libéral en ce sens que le gouvernement renoncerait à son intention, comme c'était le cas au mois d'octobre dernier, selon un document signé par le ministre et présenté au Conseil des ministres en ce sens, d'obliger les bénéficiaires de l'aide sociale aptes au travail à participer et qu'il se contenterait maintenant d'exiger d'eux un engagement de disponibilité? Est-ce la position du gouvernement maintenant?

Le Président: Votre question.

M. Charbonneau: Est-ce que le président de la commission jeunesse du Parti libéral a menti à la population du Québec?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du Revenu et ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, dans la finalisation de l'élaboration de sa politique de sécurité du revenu, le gouvernement actuel tient compte des représentations d'à peu près tous les intervenants dans le dossier. Je vous dirais qu'il tient même compte des interventions du député de Verchères. Je vous dirai également que les interventions du président de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec sont, pour l'actuel gouvernement, des considérations sur lesquelles nous nous penchons sérieusement.

Le Président: M. le député de Taillon en principale.

Statut des personnes arrêtées et non poursuivies dans l'affaire CSN

M. Filion: Oui, M. le Président. Ma question s'adresse au ministre de la Justice et Procureur général relativement aux événements des derniers jours. On sait que les procureurs de la couronne ont décidé de ne pas poursuivre certaines personnes qui sont pourtant sous garde ou sous protection. D'autre part, le ministre de la Justice se rappellera qu'à plusieurs reprises, depuis sa nomination, notamment à l'étude des crédits, je l'ai interrogé sur la nécessité d'examiner l'opportunité que le Québec se dote d'une loi semblable à ce qui existe aux États-Unis, les "Witness Protection Act" et autres. Sans entrer dans le fond des dossiers, je connais

la circonspection qui doit animer le ministre, est-ce que le ministre de la Justice peut néanmoins nous dire simplement, aujourd'hui, quel est le statut de ces personnes et quelle est la nature des traitements qui leur sont accordés.

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Marx: M. le Président, premièrement j'aimerais dire que, à la différence de l'ancien gouvernement, nous avons un Solliciteur général et un Procureur général. Sous l'ancien gouvernement, c'était le même ministre, le chef de l'Opposition, qui a cumulé les deux postes. Donc, on peut penser qu'il y avait même à cette époque un conflit d'intérêts dans ces deux dossiers.

En ce qui concerne les causes devant les tribunaux, je ne peux me prononcer sur ces causes. Il y a un règlement de l'Assemblée nationale qui m'interdit même de parler de ces causes. Vous savez que, autrefois, l'ancien premier ministre du Québec a fait une sortie en Chambre et a fait avorter deux causes devant les tribunaux. Donc, je me suis informé quotidiennement et même deux ou trois fois par jour sur le déroulement du dossier. Je peux vous dire que tout est fait selon les normes par les substituts du Procureur général qui agissent en mon nom.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Ma question est simple: Le ministre est-il en mesure de nous dire quel est le statut des personnes qui, comme j'ai dit tantôt, ne sont pas poursuivies devant les tribunaux au moment où on se parle? Quels est le traitement qui leur est accordé? Je pense que ma question est simple et ne concerne pas des poursuites qui sont actuellement déposées. Le ministre est-il en mesure de répondre à cette simple question?

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Marx: M. le Président, il y a la présomption d'innocence dans notre système de droit. Toute personne est présumée innocente.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

M. Marx: En ce qui concerne toute personne au Québec, toute personne est libre de faire ce qu'elle veut, je ne vois pas de problème.

Le Président: M. le député de Taillon, en additionnelle.

M. Filion: Le ministre de la Justice ne convient-il pas que l'absence de réponse claire, notamment à la dernière question que j'ai posée et à un tas de questions qui ont été posées cette semaine en cette Chambre, laisse place finalement à une multitude d'interprétations, dessert l'administration de la justice et dessert également l'image de la justice?

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le ministre de la Justice.

M. Gratton: Question de règlement.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je pense qu'il est utile de rappeler à ce moment-ci que le règlement à l'article 82 dit que le ministre à qui une question est posée "doit refuser d'y répondre si sa réponse aurait pour effet de contrevénir aux paragraphes 2 et 3 de l'article 35." Or, l'article 35.3° édicte ce qui suit: "Le député qui a la parole ne peut: 3° parler d'une affaire qui est devant les tribunaux ou un organisme quasi judiciaire, ou qui fait l'objet d'une enquête, si les paroles prononcées peuvent porter préjudice à qui que ce soit." La prudence élémentaire du Procureur général le justifie de refuser, comme il le doit, de répondre aux questions du député de Taillon.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, je prierais le leader du gouvernement d'écouter lui aussi les questions. Les questions ne touchent pas les accusés, mais touchent des personnes qui ne sont pas accusées. Tout ce qu'on demande, c'est le statut. La présomption d'innocence joue, bien sûr, en faveur de quelqu'un qui n'est pas accusé, c'est évident. C'est même une réponse innocente, cela n'a pas de bon sens.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: M. le Président...

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: ...je maintiens mes arguments.

Le Président: Il y a deux articles... Je m'excuse. S'il vous plaît! Je m'excuse. S'il vous plaît! En conséquence, il y a deux articles qui s'appliquent. S'il y a vraiment

poursuite criminelle dans certains cas, lorsque cela s'applique, il est prévu que... Si vous me permettez. Il est prévu à l'article 35.3° toute la règle du sub judice. Il y a également un autre article que tout ministre qui a à répondre à une question en cette Chambre peut soulever, c'est l'article 82.1 et je lis cet article qui, je pense, peut être utilisé actuellement: "Le ministre auquel une question est posée peut refuser d'y répondre, notamment: 1° s'il juge contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés." L'application de cet article est laissée à la discrétion du ministre qui a à répondre à une question et non pas à la présidence.

M. Marx: Je vais répondre à la question.

Le Président: M. le ministre de la Justice...

M. Marx: M. le Président...

Le Président: ...à la suite de la question posée par M. le député de Taillon...

M. Chevette: Il a eu le temps de...

M. Marx: Quelqu'un qui n'est pas accusé d'une infraction criminelle n'est pas accusé. Une personne est libre de faire ce qu'elle veut au Québec. En ce qui concerne les témoins, j'aimerais renvoyer le député de Taillon à l'arrêt Émile Bisaillon contre Jean-F. Keable qui explique bien - c'est une décision de la Cour suprême du Canada - cette situation et l'état de droit en ce qui concerne les témoins.

M. Chevette: Il ne veut pas répondre.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en principale?

Mme Juneau: Oui, M. le Président.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en principale.

Recherche d'un acheteur québécois pour UniMédia

Mme Juneau: Avec une journée de retard pour informer la population sur le dossier d'UniMédia, et je vous jure que ce n'est pas la faute de l'Opposition si on n'a pas posée hier la question...

Des voix: Bravo!

Le Président: Vous êtes en principale, madame, vous avez tout le temps de poser votre question.

Mme Juneau: Oui, justement c'était dans mon préambule.

Des voix: Ha! Ha!
(10 h 40)

M. Juneau: On apprenait hier du ministre des Communications que le premier ministre tentait de trouver un acheteur québécois pour les actifs d'UniMédia. Est-il exact que le premier ministre envisage de retarder la transaction qui doit être conclue mercredi prochain? Le ministre des Communications peut-il nous dire quelles sont les démarches que le premier ministre a entreprises depuis la réunion du Conseil des ministres pour permettre à des intérêts québécois de se porter acquéreurs d'UniMédia?

Le Président: M. le ministre des Communications.

M. French: M. le Président, la question a deux volets. Première question: Est-ce que le premier ministre ou le gouvernement cherche à reporter la date de la vente? Deuxième question: Quelles sont les démarches exactes? Je vais d'abord tenter de répondre au premier volet.

Il y a un problème sérieux qui se pose quant aux tentatives que le gouvernement pourrait entreprendre pour retarder la date de la vente. Le problème est la déclaration sur la politique fiscale qui surviendra à la fin de la semaine prochaine à la Chambre des communes. On a été informé par le gouvernement du Canada, sans explication précise, qu'il pourrait y avoir des déclarations quant à la politique fiscale qui pourrait entrer en vigueur dès le moment de la déclaration. Ce sont des renseignements qui circulent dans les milieux concernés.

Il est donc important, pour protéger les intérêts du vendeur et de l'acheteur possible, que nous n'essayions pas de mettre une pression qui pourrait avoir pour effet de les désavantager. M. le Président, vous me signalez que mon temps est écoulé, alors j'attendrai la deuxième question de Mme la députée pour apporter les éclaircissements concernant le deuxième volet de sa question.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en additionnelle.

Mme Juneau: Est-ce que le ministre n'entend pas, pour les mêmes raisons, imposer un moratoire de trois mois sur la transaction d'UniMédia? Le ministre comprendra qu'on ne peut pas aller sur des suppositions que la fiscalité fédérale fasse quelque chose dans la vente d'UniMédia.

Le Président: M. le ministre des Communications.

M. French: M. le Président, je vous avoue que, où l'Opposition peut ou ne peut pas aller, ce n'est pas ma préoccupation. Ma préoccupation, c'est d'essayer de faire en sorte qu'un acheteur québécois puisse, dans le court délai qui nous est disponible, faire une offre qui serait susceptible d'être aussi attrayante pour le vendeur que l'offre qu'il a actuellement en main. Les implications d'un changement de politique fiscale vers la fin de la semaine prochaine pour le vendeur pourraient se situer dans les millions de dollars. Le gouvernement n'a pas les prérogatives et ce ne serait pas responsable d'essayer de mettre une pression qui ferait en sorte que cette pénalité toucherait un Québécois qui a mis des décennies à bâtir son entreprise.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en additionnelle.

Mme Juneau: Est-ce que le ministre pourrait nous expliquer ce qu'il a voulu dire hier lorsqu'il a prétendu qu'une commission parlementaire embrouillerait le problème dans la vente d'UniMédia? Est-ce que le ministre peut nous expliquer ce qu'il a voulu dire en prétendant qu'une commission parlementaire, au lieu d'informer la population, embrouillerait le problème?

Le Président: M. le ministre des Communications.

M. French: C'est curieux, M. le Président, la personne la plus responsable d'avoir évoqué en moi ce sentiment, c'est la députée de Johnson à partir de ses questions et de son comportement au cours de l'étude des crédits, la semaine dernière.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Mme la députée de Maisonneuve, en principale.

Financement des maisons d'hébergement des femmes victimes de violence conjugale

Mme Harel: M. le Président, malgré l'injection cette année de 3 000 000 \$, plusieurs des 62 maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale connaissent présentement de graves difficultés financières, difficultés accumulées à la suite notamment du gel des subventions l'an passé. Ma question s'adresse à la ministre de la Santé et des Services sociaux: Quelle suite la ministre entend-elle donner à l'engagement contracté par le premier ministre à l'égard des représentants du Regroupement des maisons d'hébergement de consolider à court terme le financement en injectant des sommes supplémentaires aux 3 000 000 \$ déjà annoncés?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, il est exact que cette année nous avons injecté 3 000 000 \$ additionnels pour répondre aux besoins des maisons d'hébergement pour femmes violentées, ce qui veut dire une augmentation de 46 % par rapport à l'an dernier. Je veux également dire à la députée de Maisonneuve que nous sommes fort conscients que cela ne répond pas à toutes les attentes des maisons d'hébergement, mais que nous continuons notre travail pour pouvoir, l'an prochain, ajouter des sommes additionnelles.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle.

Mme Harel: La ministre de la Santé et des Services sociaux reconnaît-elle au moins que les maisons d'hébergement sont en retard d'un an sur le financement, que la subvention dont elle vient de parler est répartie sur les trois prochaines années? Comment entend-elle donner suite à l'engagement qui avait été contracté d'injecter des sommes supplémentaires à ces 3 000 000 \$, engagement contracté par le premier ministre et qu'elle-même a repris dans une proposition de plan triennal?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Si j'ai bien compris la députée de Maisonneuve, M. le Président, les 3 000 000 \$ sont injectés pour l'année en cours 1987-1988 et non pas distribués sur les trois années à venir. Je lui répète ce que j'ai dit tout à l'heure, à savoir que nous examinons justement pour réaliser, sur une période de trois ans, des injections supplémentaires. Nous sommes encore en discussion sur ce point précis.

Le Président: Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle.

Mme Harel: Oui, en additionnelle, M. le Président. Mme la ministre peut-elle nous indiquer comment elle entend répartir ces 3 000 000 \$? Est-ce qu'il y aura une subvention uniforme à toutes les maisons d'hébergement ou s'il y aura une réduction des déficits accumulés pour certaines maisons? Elle connaît certainement la situation périlleuse. Y aura-t-il une augmentation du per diem par personne? Comment seront répartis les 3 000 000 \$?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, il y

aura une augmentation du per diem de 2 \$, le per diem n'ayant pas été indexé depuis 1980 ou 1981. Quant aux autres sommes, il est évident que les maisons qui ont les revenus les plus faibles seront avantagées par rapport à celles qui ont les revenus les plus élevés. Il me fera plaisir de déposer, pour la députée de Maisonneuve, la façon dont nous avons distribué cet argent et les critères sur lesquels nous nous sommes basés. Il y a également de l'argent qui est consacré à l'ouverture de nouvelles maisons. Mais la répartition totale et les critères utilisés, il me fera plaisir de les remettre à la députée de Maisonneuve.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, en additionnelle.

M. Chevettes M. le Président, quand Mme la ministre et le premier ministre vont-ils officialiser la promesse qu'ils ont faite aux maisons? Dans le cas de Joliette, la maison La Traverse doit cesser dès aujourd'hui le suivi des enfants et même abandonner le service d'accueil de nuit. Qu'est-ce qu'elle entend faire pour pallier ces manques dans les services dans chacune de nos régions du Québec?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, l'officialisation de la décision sera rendue le plus tôt possible, mais en ce qui a trait à la maison d'accueil La Traverse dont nous parle le député de Joliette, il sera sans doute heureux d'apprendre, au cas où il ne le saurait pas, que l'an dernier, elle avait reçu une subvention de 94 000 \$, que cette subvention est augmentée pour l'année 1987-1988 à 143 000 \$, ce qui veut dire...

Une voix: Envoie, vas-y, Albert!

Mme Lavoie-Roux: Ce qui veut...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: C'était trop bon.

Une voix: ...le parrain.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.
(10 h 50)

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je suis heureuse de voir que le député de Berthier est heureux d'entendre que la maison d'accueil La Traverse de Joliette sera mieux financée cette année. Je disais donc qu'il s'agit d'une subvention de 94 000 \$, en 1986-1987, qui passe à 143 000 \$, en 1987-1988, soit une augmentation de 52,50 %.

Des voix: Bravo!

Le Président: M. le député...

Une voix: Une question plantée par Albert.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Jonquière, en additionnelle.

M. Dufour: Est-ce que je pourrais savoir de la part de Mme la ministre pourquoi elle refuse de reconnaître le groupe alternatif de Jonquière qui s'appelle La Chambrée, qui fonctionne depuis deux ans, qui dessert une population de 70 000 habitants et qui aide les femmes violentées sans pratiquement aucune ressource gouvernementale?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je prends note de la question du député de Jonquière parce que je n'ai pas l'information au sujet de cette ressource particulière.

Le Président: Je vais maintenant reconnaître Mme la députée de Marie-Victorin, en principale.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Le maintien intégral de l'Institut Doréa

Mme Vermette: M. le Président, on se souviendra que le 20 mai dernier, les travailleurs de l'Institut Doréa ont manifesté devant l'Assemblée nationale pour demander au premier ministre de respecter sa signature quant au maintien intégral de l'Institut Doréa. Le 22 mai, la ministre de la Santé et des Services sociaux rencontrait l'exécutif syndical et, revenant sur les affirmations faites en Chambre, elle s'engageait alors à leur donner une réponse dans les trois ou quatre jours sur trois points. Cette semaine, ces mêmes travailleurs sont revenus manifester devant l'Assemblée nationale toujours dans l'attente d'une réponse. Mme la ministre, quand allez-vous respecter les engagements pris par le premier ministre et quand allez-vous donner une réponse aux travailleurs de l'Institut Doréa?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, de

fait, j'ai rencontré dans la semaine qui a suivi, je crois, les travailleurs de l'Institut Doréa et, par la suite, compte tenu des représentations qu'ils m'ont faites, j'ai délégué à Doréa, à deux reprises, des officiers de mon ministère afin qu'ils examinent le bien-fondé des représentations que les travailleurs de Doréa m'avaient faites et j'attends les rapports de ces deux rencontres. J'ai, d'une part, retardé la décision qui devait s'appliquer le 1er juin et je l'ai retardée jusqu'à la mi-juillet afin de leur laisser savoir de quelle façon nous nous orienterons.

Le Président: Mme la députée de Marie-Victorin, en additionnelle.

Mme Vermette: Pourquoi, Mme la ministre, mercredi, on a annoncé à l'Institut Doréa un plan de réunification des unités et une fermeture à l'unité Orford de sorte que, déjà, le plan tel que proposé par l'administration est mis en application et les travailleurs n'ont toujours pas leur réponse, sont en attente et vous, vous attendez les propositions de vos conseillers?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je vais simplement donner la même réponse à la députée de Marie-Victorin. Dès que j'aurai toutes les informations, compte tenu des représentations qui m'ont été faites, je prendrai les décisions qui s'imposent.

Le Président: Mme la députée de Marie-Victorin, en additionnelle.

Mme Vermette: M. le Président, est-ce que vous avez l'appui de nombreux députés qui ont, eux aussi, participé à la signature de la pétition pour le maintien intégral de l'Institut Doréa, notamment les députés de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois et de Huntingdon? Est-ce que vous allez faire en sorte que le premier ministre respecte sa signature?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Une voix: Signature de...

Mme Lavoie-Roux: M. le Président...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: ...je peux assurer que les députés libéraux de la région suivent le dossier de très près, s'y intéressent, et nous verrons ensemble la solution à appliquer.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Oui, en additionnelle. Il y a une maison du même genre dans la région qui s'appelle Clair Foyer et même s'il n'y a pas de députés libéraux qui la suivent...

Des voix: ...

M. Gendron: Oui, même s'il n'y a pas de députés libéraux qui la suivent, ma question à la ministre est la suivante: Est-ce qu'elle peut envisager de prendre une décision sur le rapport qui lui a été remis depuis de nombreux mois concernant Clair Foyer. Ces gens-là sont toujours dans l'inquiétude. Quand la ministre entend-elle prendre une décision concernant la maison Clair Foyer?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: Et dans le cas de Doré et dans le cas de Clair Foyer, ce sont deux problèmes qui durent depuis plusieurs années et je pense que les gens du côté de l'Opposition sont fort conscients qu'ils ne sont pas faciles à régler.

J'ai dit hier au député d'Abitibi-Ouest qu'il me fera plaisir de lui donner une réponse quand j'aurai tous les éléments en main et je le ferai le plus tôt possible.

Une voix: Très bien!

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en principale.

Le bénévolat dans les organismes gouvernementaux

M. Gendron: Oui, M. le Président. En février 1986 les sages libéraux déposaient un vertueux document préconisant le bénévolat obligatoire et affirmant que le gouvernement devait prendre toutes les mesures appropriées pour faire en sorte qu'aucun membre des différents organismes gouvernementaux tels que les régies, les offices, les sociétés, y compris les membres externes, ne soit rémunéré pour sa participation ou son activité à ces différents comités, organismes ou conseils.

Avant-hier un document déposé démontre toute la discrimination exercée par le gouvernement Bourassa dans le dossier du bénévolat variablement rémunéré.

Ma question au président du comité des

sages, le président du Conseil du trésor qui est plus silencieux depuis un bout de temps, est celle-ci: Peut-il indiquer à cette Chambre les raisons précises pour lesquelles il y a trois classes de bénévoles, à savoir les pauvres, par exemple à l'Office de la protection du consommateur, les moins pauvres, à l'Office des services de garde et les riches experts, par exemple, au Comité consultatif sur l'enseignement privé?

Pourquoi le président du Conseil du trésor a-t-il instauré systématiquement trois classes de bénévoles, de temps en temps rémunérés et de temps en temps non rémunérés?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: Le principe de base de cette recommandation du comité sur la révision des organisations gouvernementales était de faire participer, de façon bénévole, des citoyens à la chose publique. Depuis un an nous avons introduit plusieurs de ces recommandations par lesquelles le principe de base est toujours respecté, c'est-à-dire qu'on demande aux citoyens et aux citoyennes de participer à la chose publique et ceci, bénévolement.

Vous comprendrez aussi que, dans certaines commissions ou certains comités, des individus participent à titre d'experts et gagnent leur vie avec le travail qu'ils font à l'intérieur de ces comités. Nous avons tenu compte de ça dans le plus grand intérêt du meilleur fonctionnement de ces comités.

De plus, il arrive que certains organismes ou certains membres d'organismes aient à se réunir plusieurs fois dans l'année et il serait un petit peu exorbitant de demander à ces personnes de faire du travail bénévole au-delà d'une certaine limite, de sorte qu'après douze réunions dans une même année nous rémunérons, sur une base normale, les participants à ces comités-là.

Nous n'avons pas créé de classes de citoyens, nous nous en tenons à ce principe de base avec ajustement en fonction des circonstances et en fonction des besoins des membres des comités.

Une voix: Voilà!

Une voix: Très bien!

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Pourquoi le sage des sages ne dit-il pas franchement à la Chambre et à la population que la politique de non-jetons de présence, c'est-à-dire de temps non compensé pour les participations, ne marche pas et qu'il y avait lieu d'instaurer des classes d'experts versus les non-experts

comme il le prétend? Les personnes qui siègent au conseil d'administration des services de garde n'ont-elles pas été nommées là justement parce que c'étaient des gens qui connaissaient ça et pourquoi ne sont-elles pas rémunérées alors que celles qui siègent au conseil privé le sont?

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

M. Gobeil: Je répète, pour le bénéfice du député d'Abitibi-Ouest, que nous avons introduit un principe que nous respectons et que nous faisons les distinctions qui s'imposent lorsqu'elles s'imposent et ceci, en toute franchise, avec toute l'équité possible.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Très, très calmement, est-ce que le principe principal de votre politique ne serait pas un fouillis indescriptible?

Des voix: Hal ha: ha!

Le Président: M. le président du Conseil du trésor.

Une voix: Le poids du ministre.

M. Gobeil: Il est possible que le député d'Abitibi-Ouest et ses collègues trouvent que c'est un fouillis indescriptible mais je peux l'assurer que, de ce côté-ci de la Chambre, on s'y retrouve très facilement.

Des voix: Très bien! Très bien!
(11 heures)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Jonquière, question principale.

Politique de protection des cours d'eau

M. Dufour: Lorsque le ministre de l'Environnement a rendue publique le 9 avril dernier la politique gouvernementale de protection des rives et du littoral, il a indiqué qu'en milieu agricole, la politique de protection des cours d'eau ne s'appliquera qu'à ceux pour qui il y aura une entente avec la municipalité régionale de comté, la municipalité concernée et les agriculteurs impliqués.

Or, le 17 avril, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a contredit ces paroles en accordant des subventions pour le drainage de cours d'eau municipaux, conditionnelles à l'adoption d'un règlement éventuel par lequel la municipalité s'engage à respecter la bande riveraine.

Le ministre des Affaires municipales est-il d'accord avec l'attitude de non-

confiance de son collègue de l'Agriculture qui dit qu'il aurait d'autres recours pour faire respecter sa politique de protection des cours d'eau qui, du reste, n'est pas arrêtée et n'est qu'un vulgaire troc de souk?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Bourbeau: M. le Président, je n'ai pas compris la fin de la question. Est-ce que le député pourrait reprendre la fin de sa question, s'il vous plaît?

Le Président: M. le député de Jonquière.

M. Bourbeau: Je pensais que je m'adressais à un homme de loi. Est-ce que le ministre va faire respecter sa propre politique qui, actuellement, concernant la protection des cours d'eau, n'est pas arrêtée et qui n'est en fait qu'un vulgaire troc de souk?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre des Affaires municipales.

M. Bourbeau: M. le Président, la politique dont parle le député de Jonquière est une politique qui a été adoptée par le gouvernement. Je pense que le monde municipal va être assez satisfait de la respecter.

Le Président: M. le député de Jonquière, question additionnelle.

M. Dufour: Je pourrais informer le ministre que, s'il avait lu sa correspondance, il aurait su ce que le mot "souk" veut dire. Sur une question additionnelle, devant un tel abus de pouvoirs de son collègue, est-ce qu'on pourrait savoir ce que va faire le ministre des Affaires municipales pour protéger l'autonomie municipale et ramener le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à la table des négociations?

Le Président: M. le ministre des Affaires municipales.

M. Bourbeau: M. le Président, les problèmes que semble évoquer le député de Jonquière existent depuis longtemps. Ils ont d'ailleurs été créés par l'ancien gouvernement. Je peux lui dire qu'au cours des derniers mois nous avons progressé d'une façon substantielle et satisfaisante vers une résolution de tous les problèmes qui peuvent confronter, d'une part, le monde municipal et, d'autre part, certains ministères comme

l'Agriculture et l'Environnement.

Ces discussions ont eu lieu en partie ici avec la table Québec-municipalités qui a été tenue au courant de la progression de tous les travaux du comité interministériel qui s'est penché sur ces questions. Je peux assurer le député que ces conflits ou ces conflits présumés que souhaiterait d'ailleurs voir s'aggraver le député de Jonquière sont sur le point d'être résolus. Ils sont résolus dans certains cas ou sur le point de l'être dans plusieurs autres cas.

Le Président: Je m'excuse. M. le député de Jonquière, la période de questions est maintenant terminée. Tel qu'il avait été convenu, de consentement, avant la période de questions, je vais reconnaître immédiatement M. le ministre des Finances à l'étape du dépôt de documents, avant de procéder au vote.

Crédits supplémentaires no 1, 1987-1988

M. Levesque: M. le Président, un message du lieutenant-gouverneur signé de sa main.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur du Québec. L'Honorable lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires no 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1988, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi constitutionnelle de 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée. C'est signé, M. le lieutenant-gouverneur, Gilles Lamontagne. J'aimerais déposer ledit document. Merci.

M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission plénière

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, je fais motion pour que les crédits supplémentaires no 1 soient renvoyés pour étude en commission plénière.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Chevette: À 20 heures, lundi.

Le Président: La motion est adoptée telle que présentée. Nous allons maintenant procéder au vote sur la motion.

M. Chevette: Sur la question du vote...

Le Président: M. le leader de l'Opposition, sur le vote.

Projet de loi 21

Adoption du principe

M. Chevette: Oui, M. le Président. Au lieu de prendre un vote nominal, je serais prêt à consentir à un vote sur division vu que la ministre a déposé des amendements. Nous verrons en troisième lecture, s'il y a lieu, à la suite de l'adoption des amendements, si ce vote devra changer? Comme elle s'est rendue à quelques-uns de nos arguments, nous allons attendre la commission, mais pour le moment nous sommes contre sur division.

Le Président: Très bien. Il y avait eu un ordre de cette Assemblée pour procéder au vote ce matin. Est-ce que j'ai le consentement unanime de cette Assemblée pour adopter le principe...

M. Chevette: J'ai déjà vu "une voix" décider du sort d'un vote reporté. J'espère que là, l'identification fera en sorte que ça va être officiel.

Le Président: Pour modifier l'ordre de l'Assemblée, M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Oui, M. le Président, sans faire de discours, consentement.

Le Président: Il y a consentement des deux côtés. Alors, si j'ai bien compris... À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Le principe du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile, est maintenant adopté sur division.

Je vais suspendre quelques secondes avant de procéder aux avis.

(Suspension de la séance à 11 h 7)

(Reprise à 11 h 9)

Le Président: Veuillez vous asseoir. Avant de procéder aux motions sans préavis, j'aimerais reconnaître M. le leader adjoint du gouvernement sur une motion de déférence concernant le projet de loi 21 qui a été adopté tout à l'heure.

Renvoi à la commission des affaires sociales

M. Lefebvre: M. le Président, à la suite de l'adoption du principe du projet de loi 21, j'aimerais faire la motion de déférence. Je fais motion pour que le projet de loi 21 soit déferé à la commission des affaires sociales.

Le Président: Est-ce que cette motion de déférence est adoptée? Adopté. Nous allons maintenant procéder aux motions sans préavis.

M. Lefebvre: Il n'y en a pas.

Avis touchant les travaux des commissions

Le Président: Alors, avis touchant les travaux des commissions. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, j'avise cette Assemblée qu'aujourd'hui après les affaires courantes jusqu'à 13 heures, c'est-à-dire à partir de maintenant jusqu'à 13 heures, à la salle Louis-Joseph-Papineau la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procédera à l'étude détaillée du projet de loi 134, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments. On m'indique que cette commission commencerait à siéger à 11 h 30. À la salle Louis-Hippolyte-Lafontaine, la commission de l'économie et du travail procédera à l'étude détaillée du projet de loi 30, Loi constituant la Commission des relations du travail et modifiant diverses dispositions législatives. À la salle du Conseil législatif, la commission des affaires sociales procédera à l'étude détaillée du projet de loi 21, Loi concernant l'adoption et modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse, le Code civil du Québec et le Code de procédure civile.

J'aimerais ajouter que les travaux reprendront lundi non pas à 8 heures le matin, comme l'a laissé entendre le leader de l'Opposition, mais bien à 10 heures.

Le Vice-Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Je n'ai jamais laissé entendre cela. J'ai dit que les crédits déposés feraient l'objet d'étude durant huit heures. Je n'ai jamais dit à 8 heures le matin. À 8 heures le matin, le député de Frontenac, M. le Président, je n'oserais jamais l'amener en Chambre.

M. Lefebvre: ...M. le Président.

Le Vice-Président: D'accord. Vous avez d'autres avis, M. le leader adjoint du gouvernement?

M. Lefebvre: Non, il n'y a pas d'autres choses, M. le Président.

Le Vice-Président: Donc, ceci met fin à la période des avis touchant les travaux des commissions.

Renseignements sur les travaux de

l'Assemblée. Il n'y a pas de renseignements. Ce qui met fin... Oui, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Je voudrais préciser, M. le Président, que, à la suite d'une entente, les travaux prennent fin, aujourd'hui, à 13 heures.

Le Vice-Président: Très bien. Ceci met fin à la période des affaires courantes.

Nous passons maintenant aux affaires du jour. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 11 au feuillet, s'il vous plaît.

Projet de loi 34

Adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 11 du feuillet. M. le ministre de la Justice propose maintenant l'adoption du principe du projet de loi 34, Loi modifiant le Code de procédure civile. Je cède, en conséquence, la parole à M. le ministre de la Justice.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Le projet de loi que nous étudions aujourd'hui apporte diverses modifications au Code de procédure civile afin d'en simplifier l'application au bénéfice des justiciables. La première modification introduite par le projet de loi se rapporte au cautionnement pour frais en matière familiale. Selon les règles générales de notre Code de procédure civile, celui qui se défend d'une action peut exiger de celui qui a intenté l'action un cautionnement pour garantir le paiement des frais judiciaires lorsque ce dernier ne réside pas au Québec. Cette règle s'applique dans toutes les procédures judiciaires en matière civile et peut s'avérer très injuste en matière familiale.

En effet, une partie demanderesse non résidente au Québec qui exerce, par exemple, un recours en pension alimentaire peut se voir privée de son recours, faute de pouvoir verser le cautionnement exigé. Une telle situation ne m'apparaît pas équitable et c'est pour éviter de telles situations que le projet de loi vient modifier le Code de procédure civile pour que, à l'avenir, il ne soit plus possible d'exiger du demandeur un tel cautionnement en matière familiale.

Un autre domaine où l'intervention du législateur est nécessaire est celui des offres et consignation de sommes d'argent faites dans le cadre d'une procédure judiciaire. Lorsqu'une personne s'est engagée envers une partie à exécuter une obligation, moyennant

le paiement par cette dernière d'une somme d'argent et que cette personne refuse d'exécuter cette obligation l'autre partie dispose d'un recours judiciaire afin d'obtenir l'exécution forcée du contrat. Il peut s'agir, par exemple, d'une action en délivrance de certificats d'actions, d'une action pour la livraison de marchandises ou, lorsque le litige concerne un immeuble, d'une action en passation de titre. Toutefois, pour pouvoir exercer son recours judiciaire, l'autre partie doit effectuer le dépôt des sommes en litige, ce qui équivaut à l'exécution de l'obligation à laquelle elle s'est engagée, c'est-à-dire le paiement d'une somme d'argent.

Le Vice-Président: Un instant, M. le ministre de la Justice, un rappel au règlement. M. le député de Taillon.

M. Filion: Oui, très brièvement. Je m'excuse auprès du ministre de la Justice. Je suivais également son discours, cependant, je dois constater que nous en sommes à peine au début de nos travaux et qu'il n'y a pas quorum en cette Chambre.

Le Vice-Président: Là-dessus, M. le député de Taillon, effectivement, je constate que nous n'avons pas quorum et, en conséquence, qu'on appelle les députés. À l'ordre, s'il vous plaît!

Je constate que nous avons maintenant quorum. M. le ministre de la Justice, vous pouvez poursuivre.

M. Marx: M. le Président, j'aimerais souligner que le député de Taillon est le seul député de l'Opposition en Chambre. Il n'y a pas d'autres députés de l'Opposition en Chambre. Cela démontre aussi leur intérêt pour ce projet de loi.

Je continue mon exposé, M. le Président. Actuellement, le dépôt ne peut avoir lieu qu'au greffe du tribunal et, par conséquent, auprès du ministère des Finances. Ce système est particulièrement lourd lorsque l'instance dure des mois, voire des années. Il apparaît donc souhaitable, afin d'introduire plus de souplesse en cette matière, d'offrir au justiciable une alternative au dépôt au greffe du tribunal. Le projet de loi vise à permettre au justiciable de déposer les sommes d'argent soit au greffe du tribunal, comme c'est le cas actuellement, soit auprès d'une compagnie de fidéicommiss.

Le projet propose, de plus, que le dépôt soit constaté dans une convention et prévoit que les sommes devront faire l'objet de placements de première liquidité afin de protéger les droits des défendeurs. Enfin, la compagnie de fidéicommiss devra s'engager à remettre la somme déposée à la partie adverse sur preuve que cette dernière a exécuté son obligation.

Je tiens à souligner qu'une disposition transitoire du projet de loi permettra l'application de ce régime alternatif aux dépôts faits antérieurement à l'adoption du projet de loi. Toutefois, les personnes qui désireront se prévaloir de ces dispositions transitoires devront, pour ce faire, obtenir l'autorisation du tribunal. Voilà une mesure qui donnera plus de latitude au justiciable en matière d'offres et de consignation.

De plus, certaines des modifications proposées par ce projet de loi visent à faciliter l'administration de la justice, à permettre aux tribunaux de remplir plus efficacement leur rôle et à améliorer les services rendus aux citoyens. C'est le cas de la modification à l'article 514 du Code de procédure civile.

On sait que la Cour d'appel du Québec est, en matière civile, le tribunal général d'appel au Québec. À ce titre, la Cour d'appel entend, donc, toutes les causes susceptibles d'appel, à moins d'une disposition législative contraire. Ainsi, en 1986, les seize juges qui composent ce tribunal ont entendu plus de 2500 causes en matière civile. Si l'on tient compte du fait que la Cour d'appel exerce également une juridiction en matière pénale, on voit l'importance de la tâche qu'elle accomplit. Malgré tout, on constate qu'en matière civile les délais entre l'inscription d'une cause en appel et son audition par la cour n'étaient, pour l'ensemble du Québec, que de quinze mois, ce qui m'apparaît fort raisonnable, compte tenu du volume des causes.

Toutefois, en matière civile, la division d'appel de Montréal a connu un accroissement des délais en 1986, en raison d'une forte augmentation du nombre d'appels à Montréal. En effet, en 1986, la division d'appel de Montréal a entendu les deux tiers de tous les appels inscrits à cette cour dans l'ensemble du Québec. (11 h 20)

Le projet de loi vient donc modifier l'article 514 du Code de procédure civile afin que le juge en chef de la Cour d'appel puisse demander à son collègue, le juge en chef de la Cour supérieure, de désigner des juges de la Cour supérieure pour siéger à la Cour d'appel à titre de juges ad hoc pour une période temporaire convenue entre les juges en chef de ces tribunaux.

Cette affectation temporaire constituera un moyen souple et efficace de réduire rapidement les délais d'audition dans la division d'appel de Montréal. Je tiens à préciser que cette modification a reçu l'accord de M. le juge en chef Crête, de la Cour d'appel, et de M. le juge en chef Gold, de la Cour supérieure. Voilà une mesure qui ne pourra qu'être profitable aux justiciables.

Une autre modification apportée par le projet de loi vise à écarter une ambiguïté dans l'interprétation de l'article 556 du Code de procédure civile. Le bref de saisie avant

jugement constitue un ordre donné au saisissant de saisir des biens et de les remettre entre les mains de la justice en attendant le jugement. Contrairement au bref de saisie-exécution décerné après jugement, ce bref ne contient, donc, ni ordre, ni autorisation de vendre les biens ainsi saisis. Lorsque, à la suite du jugement, il y a lieu de procéder à la vente des biens saisis avant jugement, l'huissier instrumentant doit, donc, obtenir de la cour un autre bref lui ordonnant de procéder à cette vente. Étant donné que seul le bref de venditioni exponas constitue, en vertu du Code de procédure civile, un ordre de vendre des biens déjà saisis, les huissiers ont toujours, dans le cas de la vente des biens saisis avant jugement, requis un tel bref.

Or, l'article 556 du code prévoit uniquement que ce bref est délivré "sur preuve qu'un bref d'exécution a été perdu ou volé". Le projet de loi vient donc clarifier cette situation en précisant explicitement que le protonotaire pourra décerner un bref ordonnant à l'officier saisissant de procéder à la vente des biens non seulement lorsque le bref de saisie-exécution a été perdu ou détruit, mais également lorsque la saisie est intervenue avant le prononcé du jugement à exécuter.

Enfin, je désire informer l'Assemblée que je compte déposer un amendement au projet de loi que nous étudions. Cet amendement est lié à l'ouverture prochaine du nouveau palais de justice de Longueuil, qui se trouve dans le comté du député de Taillon. Le district judiciaire de Longueuil a été créé en 1979 par la Loi modifiant la Loi sur la division territoriale. L'article 3 de cette loi prévoyait que les tribunaux n'y exerceraient leur juridiction qu'à compter des dates fixées par le gouvernement et qu'en attendant les causes relevant normalement du nouveau district de Longueuil continueraient d'être entendues à Montréal. Une telle proclamation a été lancée en 1980 à l'égard de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse, de sorte que, depuis cette date, c'est-à-dire depuis 1980, ces tribunaux exercent leur juridiction dans le district de Longueuil. Les travaux de construction du nouveau palais de justice de Longueuil devant être bientôt complétés, une proclamation du gouvernement établira les juridictions de la Cour supérieure et de la Cour provinciale; elle coïncidera avec l'ouverture du palais de justice en septembre 1987.

On constate que les causes civiles actuellement intentées dans le district de Montréal, mais qui, normalement, relèveraient du district de Longueuil constituent environ 13 % de l'ensemble des dossiers ouverts au palais de justice de Montréal. Il me paraît qu'il serait à l'avantage des justiciables que ces causes,

actuellement introduites à Montréal, mais qui concernent des citoyens résidant dans le district de Longueuil, soient transférées au nouveau palais de justice de Longueuil. Outre le fait que ce transfert rendrait la justice plus accessible aux justiciables, il dégagerait les rôles d'audience à Montréal. Avec l'accord de tous les intéressés, notamment la Magistrature et le Barreau, j'entends donc déposer un amendement qui permettra aux parties impliquées dans ces causes civiles d'obtenir, si elles le désirent, le transfert de leur cause à Longueuil en adressant leur demande au juge en chef de la Cour supérieure ou, selon le cas, de la Cour provinciale.

Telles sont donc les mesures proposées par ce projet de loi. Je suis convaincu que celles-ci, en facilitant l'application de la loi, ne pourront que bénéficier à nos concitoyens. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Merci, M. le Président. Il s'agit du projet de loi 34, une loi qui modifie le Code de procédure civile. Il y apporte certaines corrections que d'aucuns pourraient qualifier de techniques, mais qui, en réalité, vont s'appliquer dans plusieurs cas; ces corrections vont affecter plusieurs citoyens lorsque ceux-ci sont dans l'obligation d'exercer leurs droits. Quand on modifie le Code de procédure civile, on dégage l'impression qu'il y a une minorité de juristes âgés qui nous écoutent et qui attachent de l'importance à ce secteur, mais, en réalité, encore une fois, ce sont là des éléments de modifications qui peuvent rejoindre les citoyens dans leur vie de tous les jours.

En ce sens-là, nous signalons immédiatement, d'entrée en jeu, au ministre de la Justice que l'Opposition, bien sûr, sera pour ce projet de loi qui, évidemment, contient des éléments mineurs. Ce n'est pas une réforme du Code de procédure civile, à laquelle on travaille au ministère de la Justice. Ce sont quelques corrections mineures en attendant. Certaines étaient urgentes et, en ce sens, l'action législative du ministre de la Justice doit être reconnue. Même s'il n'y a pas de quoi soulever de tollé dans notre société, il s'agit, quand même, là de positions législatives et de lois très valables. Comme je le disais, il s'agit de plusieurs articles du Code de procédure civile qui subiront des modifications.

M. le Président, avant d'aborder le principe de ce projet de loi, même si, à ce stade de nos travaux, nous devrions normalement réserver pour l'étude article par article nos commentaires sur les amendements annoncés par le ministre, nous tenons quand

même à signaler au ministre de la Justice notre joie de voir qu'il a su apporter en temps utile des corrections au Code de procédure civile afin de permettre au palais de justice de Longueuil, qui sera inauguré au début de l'automne officiellement, de fonctionner. Ce n'est pas tout d'avoir un palais de justice, d'avoir du personnel. Cela prend des causes et des causes, on n'en manque pas parce qu'au Québec, on le sait, les Québécois sont de tempérament latin, donc un peu chicaniers. Ainsi, ce palais de justice aura sa part d'activités judiciaires au niveau civil par l'amendement qu'introduira le ministre de la Justice à l'étude article par article en commission parlementaire.

Le premier élément de ce projet de loi concerne la modification apportée au secteur de la consignation. M. le Président, pour bien comprendre cet amendement, il faut dire quelle est la situation actuelle lorsqu'un dépôt d'argent doit être fait pour consacrer la position d'un justiciable qui, par exemple, aurait signé une promesse d'achat, lorsque le vendeur ne veut plus vendre. Il intente une poursuite pour forcer une action en passation de titre pour forcer le vendeur à lui vendre. Pour ce faire, dans la situation actuelle, le demandeur est obligé de prendre la somme d'argent équivalant au montant de l'achat et de la consigner au greffe. Le problème - cela a été bien souligné par le ministre - c'est que cet argent-là ne rapporte pas grand-chose. Il ne rapporte pas gros et, aujourd'hui, l'argent travaille. Les gens aiment faire travailler leur argent et ne pas le déposer au greffe, alors qu'on pourrait, comme c'est le cas avec le projet de loi, le déposer chez un fidéicommissaire, compagnie de fiducie qui pourra garantir que l'argent est bel et bien entre ses mains et, en même temps, le faire fructifier au cas où cette somme serait appelée à revenir au demandeur ou même au cas où les intérêts peuvent représenter, dans bien des cas, des sommes considérables.

(11 h 30)

Je dois vous dire que plusieurs citoyens du Québec, dans nos bureaux de comté, nous ont soumis des problèmes semblables. Évidemment, cela ne règle pas tout. Certains citoyens auraient aimé qu'une simple lettre de garantie soit déposée pour équivaloir à l'offre. On aura l'occasion, lors de l'étude article par article, d'aller un petit peu plus loin, mais le projet de loi semble bien dire que l'obligation est faite, quand même, de confier une somme à la compagnie de fidéicommissaires. D'ailleurs, l'article 1 de ce projet parle bien de récépissé délivré par la compagnie de fidéicommissaires. Je ne crois donc pas que les lettres de garantie soient suffisantes. Le ministre m'apportera les éclaircissements lors de la commission parlementaire.

Donc, il s'agit là d'une mesure fort

valable, économiquement et juridiquement justifiable. Cette modification doit donc recevoir toute notre collaboration. Cela ne règlera pas tous les problèmes, mais cela en règlera une bonne partie, par exemple.

En ce qui concerne la deuxième modification apportée par le projet de loi, il s'agit d'une modification permettant au juge en chef de la Cour d'appel, ou au juge puîné qui a le plus d'ancienneté, de demander par écrit au juge de la Cour supérieure de lui désigner ce qu'on appelle, dans le jargon, des juges ad hoc pour venir siéger de façon temporaire à la Cour d'appel.

Donc, cet article permet une plus grande latitude par rapport à la situation actuelle. Quelle est la situation actuelle avant l'adoption du projet de loi? L'ancien article établissait les cas où il pouvait y avoir remplacement. On disait qu'à la suite d'une inhabilité, à la suite d'une absence, d'un congé, d'une maladie, d'un décès, d'une démission, d'une mise à la retraite, d'une nomination à une autre charge, une demande pouvait être faite pour obtenir les services d'un juge de la Cour supérieure pour venir siéger à la Cour d'appel. Le projet de loi modifie cet article pour donner une plus grande souplesse, une plus grande latitude et on parle donc, comme conditions pour exercer cette demande, simplement d'assurer la bonne expédition des affaires de la Cour d'appel.

Le ministre a souligné tantôt à juste titre le volume des causes qui sont traitées par la Cour d'appel. Il y a peu de juges à la Cour d'appel, eu égard au nombre de causes que ces juges doivent traiter. Je dois vous dire, M. le Président, que les dossiers soumis aux juges de la Cour d'appel sont souvent des dossiers complexes qui demandent une étude, une considération très spéciale. Quand, comme avocat - je vois mon collègue de Marquette qui a déjà pratiqué également ce beau métier d'avocat, également le leader adjoint du gouvernement, M. le député de Frontenac, et vous, M. le Président - j'arrivais à la Cour d'appel, cela me fascinait de voir la pile des dossiers conjoints et des factums à côté des juges de la Cour d'appel. A-t-on idée que ces gens devaient passer à travers la matière, aller à l'essence du problème qui leur avait été soumis et rendre un jugement en conformité avec nos lois? C'est un travail colossal. J'ai énormément de respect pour ces juges qui n'ont pas, comme les juges en première instance, la chance d'apprécier les témoins, qui n'ont pas ce contact avec les témoins. Ils ont des contacts, à 99 %, avec des piles de dossiers, de factums et d'arguments qui ont été bien exploités par des avocats au Québec.

Donc, ces juges se retrouvent actuellement dans une situation où, étant donné que le volume de causes augmente - parce que,

encore une fois, on est un peuple qui ne déteste pas se chicaner pacifiquement; pour autant que cela demeure dans les limites raisonnables de la paix, il n'y a pas de problème - à ce moment-là cela augmente le nombre de causes à la Cour supérieure. Les avocats sont meilleurs de jour en jour, ils sont bien formés, ils sont nombreux au Québec - c'est, d'ailleurs, un problème - donc, il y a plus de causes à la Cour d'appel.

Les juges, encore une fois, pour qui j'ai un respect énorme, sont appelés à trancher dans ces litiges et ils savent que les conséquences du jugement qu'ils auront à rendre sont importantes pour les citoyens corporatifs ou les citoyens ordinaires qui sont affectés. Donc, c'est évident qu'il faut augmenter, à l'occasion, le nombre de juges pour assurer la bonne expédition des affaires.

Je ne pense pas que le ministre l'ait souligné, je vais le faire pour lui: Cette mesure va de pair avec l'autonomie ou, en tout cas, l'autonomie partielle sur le plan administratif qui a été réglée entre le ministère de la Justice et la Cour d'appel et qui permet à la Cour d'appel, d'exercer une certaine forme de latitude administrative pour la bonne expédition des dossiers, des affaires qu'elle a la responsabilité en vertu de nos lois de traiter.

Le ministre de la Justice nous disait tantôt: 2500 causes à la Cour d'appel en 1986. Probablement 2500 causes par année. Il s'agit là d'un volume de causes tout à fait colossal. Ce chiffre doit probablement comprendre des requêtes qui, elles, s'expédient plus rapidement, mais ce chiffre comprend également les dossiers au mérite. Il s'agit là, encore une fois, de dossiers qui méritent énormément d'attention et d'étude de la part des juges de la Cour d'appel. Donc, plus de souplesse pour permettre aux juges de la Cour supérieure de venir siéger ad hoc à la Cour d'appel pour une période temporaire indéfinie. Encore une fois, il s'agit là d'une modification qui est tout à fait valable compte tenu de l'administration de la justice.

La troisième modification apportée par le projet de loi touche la vente de biens saisis. Je dois vous dire que je n'ai pas réussi à tout saisir là-dedans. D'abord, le bref venditioni exponas, je suppose qu'il veut dire étaler les choses à vendre, mais, à part cela, je vais avoir quelques questions à poser au ministre de la Justice sur le sens de ce premier alinéa de la troisième modification apportée par le projet de loi.

C'est très technique et j'avoue ne pas être versé dans ce secteur. J'ai parcouru le Code de procédure civile pour m'y retrouver. Bien qu'ayant saisi la portée du deuxième alinéa de l'article 3 du projet de loi, je dois vous dire qu'en ce qui concerne le premier alinéa j'aurai certaines questions à poser au

ministre de la Justice. D'autre part, je comprends qu'on s'assure dans le projet de loi que, lorsqu'une saisie avant jugement aura été opérée et qu'un jugement sera rendu permettant l'exécution du jugement et, donc, la vente des biens saisis, à ce moment le protonotaire pourra décerner un bref.

Donc, cela m'apparaît très clair, mais c'est sur la conséquence de la suppression des mots "venditioni exponas" que j'aurai certaines questions à poser au ministre de la Justice. Mes réserves ou mon inquiétude à ce sujet ne m'empêchent pas d'apporter ma totale collaboration à l'adoption du principe du projet de loi.

La quatrième modification apportée par le projet de loi est intéressante. C'est à peu près la suivante. Je l'explique de façon vulgarisée, si l'on veut. Lorsqu'une personne est à l'extérieur du pays, par exemple, et poursuit une personne - quand je dis du pays, c'est du Québec - ou une compagnie résidant au Québec, on le sait, elle doit dans certains cas, lorsque demande est faite et accordée, déposer un cautionnement pour garantir, évidemment, que les frais seront payés par elle au cas où elle perdrait sa cause. Ce serait trop facile pour les gens de Toronto de venir poursuivre des gens au Québec; s'ils perdaient leur cause, on ne serait jamais capable d'aller chercher, d'aller collecter, comme on le disait en langage d'avocat, notre mémoire de frais judiciaires qui pourraient être dus par la partie demanderesse ou défenderesse lorsqu'elle a perdu sa cause.

La modification est intéressante parce que - je l'ai vécu dans une de mes causes en pratique - en matière de séparation de corps ou de divorce, il peut arriver qu'un conjoint demeure dans une autre province ou un autre pays. Dans ce cas, les exigences de l'article 65 étaient toujours là. Il fallait que le conjoint ou la conjointe dépose des frais, un cautionnement pour garantir les frais sur l'action en divorce ou l'action en séparation de corps.

(11 h 40)

Le projet de loi vient, heureusement, enlever cette obligation pour la simple raison, M. le Président, que, premièrement, dans la plupart des cas, il n'y en a pas de frais adjugés sur des matières matrimoniales par les juges. Cela peut arriver, ils ont la latitude pour le faire, je le crois, mais c'est un cas rarissime. Deuxièmement, si le conjoint a pris une action en divorce contre son conjoint qui est maintenant au Québec, alors que, lui, il est rendu en Ontario, ce n'est pas sa faute. C'est une situation de fait qu'il faut accepter et, si l'action en divorce ou l'action en séparation de corps est prise, ce n'est pas par caprice, ce n'est pas frivole; c'est pour permettre aux tribunaux de trancher sur le lien matrimonial qui unissait ces deux conjoints. Encore une

fois, il s'agit là d'un amendement intelligent et fort à propos apporté par le ministre de la Justice.

Mon dernier commentaire sur le projet de loi 34 concerne donc l'amendement apporté par le ministre. Longueuil, comme on le sait, est en train de se doter des ressources humaines, des ressources physiques, des structures nécessaires pour devenir un district judiciaire de plein droit et ayant pleine autonomie. À ce moment, son amendement vise à ce que des causes, des activités judiciaires puissent avoir lieu le plus rapidement possible dans ce palais de justice. En ce sens, évidemment, même si ça ne touche aucun article du projet de loi actuel, nous serons très favorables à accueillir cet amendement du ministre de la Justice. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Le débat étant clos à cette étape de l'étude du projet de loi, le principe du projet de loi 34, Loi modifiant le Code de procédure civile, est-il adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission des institutions

M. Lefebvre: Je fais motion pour déferer le projet de loi 34 à la commission des institutions.

Le Vice-Président: Cette motion de renvoi est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Article 13 du feuilleton, M. le Président, s'il vous plaît.

Projet de loi 36

Adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 13 du feuilleton, M. le ministre de la Justice propose que le principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté. Je cède, en conséquence, la parole à M. le ministre de la Justice.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Le projet de loi que nous étudions maintenant apporte des modifications à la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de faciliter l'administration de la justice. La première de

ces modifications vise à corriger une situation qui risque d'entraîner des inconvénients sérieux pour certains juges lorsqu'ils sont transférés d'un tribunal à un autre tribunal et ce, aussi bien sur le plan de la rémunération que sur celui du régime de retraite.

Selon la Loi sur les tribunaux judiciaires, les juges de juridiction provinciale, c'est-à-dire les juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse, sont assurés de conserver tous leurs droits quant à leur rémunération et à leur régime de retraite lorsqu'ils sont nommés à un autre de ces tribunaux.

Par exemple, on sait que les juges en chef, les juges en chef associés et les juges en chef adjoints, de même que les juges coordonnateurs de ces tribunaux ont le droit de recevoir une rémunération additionnelle en raison du fait qu'ils exercent des responsabilités supplémentaires. Lorsqu'ils sont transférés à un autre tribunal de juridiction provinciale après avoir exercé leurs responsabilités additionnelles pendant une certaine période, cinq ou sept ans selon le cas, ils sont assurés de conserver cette rémunération additionnelle et ce, jusqu'à ce que la rémunération des autres juges rejoigne la leur. De la même façon, lors de leur transfert, ces juges conservent tous les avantages résultant de leur régime de retraite.

Toutefois, il n'existe actuellement aucune disposition législative qui accorde pareille garantie à ces juges lorsqu'ils sont nommés à la Cour municipale de Laval, de Montréal ou de Québec. Aucune protection n'existe également à l'égard des juges municipaux de Laval, Montréal ou Québec lorsqu'ils sont nommés, soit à une autre de ces cours municipales, soit à un tribunal de juridiction provinciale.

Parmi ces juges, M. le Président, ceux qui reçoivent une rémunération additionnelle, compte tenu du fait qu'ils exercent des responsabilités supplémentaires, risquent donc de la perdre lors de leur transfert d'un tribunal à l'autre. Quant à leur régime de retraite, ces juges peuvent être pénalisés dans la mesure où, à la suite de leur nouvelle nomination, ils ne peuvent transférer dans leur nouveau régime de retraite ni les contributions qu'ils ont versées, à titre de juges, dans leur régime de retraite antérieur, ni les contributions de leur employeur précédent.

Il s'agit là, M. le Président, d'une situation qui risque de pénaliser inutilement les juges concernés et d'entraver sérieusement la mobilité des juges entre les différents tribunaux du Québec. Le projet de loi vient donc modifier la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de corriger cette anomalie. Ainsi, en ce qui concerne le

traitement des juges, une disposition du projet de loi vient préciser qu'un juge d'un de ces tribunaux qui a exercé la fonction de juge en chef, de juge en chef associé ou de juge en chef adjoint pendant au moins sept ans ou encore qui a agi comme juge coordonnateur pendant au moins cinq ans a le droit de continuer à recevoir la rémunération additionnelle attachée à cette fonction lorsqu'il est nommé juge à un autre tribunal et ce, jusqu'à ce que la rémunération des autres juges rejoigne la sienne.

Pour ce qui est du régime de retraite, le projet de loi prévoit que la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, qui gère le régime de retraite des juges des tribunaux de juridiction provinciale, peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure avec les municipalités de Laval, Montréal et Québec, des ententes relatives au transfert des contributions des juges et de l'employeur de façon à faire compter les années de service antérieures lorsqu'un juge est transféré d'un tribunal à un autre.

Une autre modification apportée par le projet de loi concerne la nomination des membres du Conseil de la magistrature. Le Conseil de la magistrature, établi par la Loi sur les tribunaux judiciaires, a pour principales fonctions d'organiser des programmes de perfectionnement des juges des tribunaux de juridiction provinciale et des cours municipales, d'adopter un Code de déontologie de la magistrature et d'examiner toute plainte formulée contre l'un de ces juges. Ce Conseil de la magistrature est formé de représentants du public, d'avocats et de juges. Quant aux membres du Conseil de la magistrature choisis par les juges de la Cour provinciale et de la Cour des sessions de la paix, du Tribunal de la jeunesse et des cours municipales, la loi actuelle précise qu'ils sont nommés par le gouvernement sur la recommandation des organismes représentatifs des juges de ces cours.

Or, l'ensemble des juges du Québec sont actuellement regroupés au sein de la Conférence des juges du Québec, à l'exception des juges des cours municipales autres que celles de Montréal, Laval et Québec qui, eux, sont regroupés au sein de la Conférence des juges municipaux du Québec. Ces deux conférences constituent, de fait, les organismes représentatifs de ces juges depuis plusieurs années. Il me semble souhaitable que la loi reflète cette réalité dans le processus de nomination des membres du Conseil de la magistrature.

C'est pourquoi le projet de loi vient consacrer la représentativité de la Conférence des juges du Québec et de la Conférence des juges municipaux du Québec en leur reconnaissant expressément un pouvoir de recommandation lors de la

nomination par le gouvernement des membres du Conseil de la magistrature.

En terminant, M. le Président, je voudrais informer l'Assemblée nationale que je compte déposer des amendements lors de l'étude article par article du projet de loi. Certains de ces amendements se rapportent au régime de retraite de certains juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse.

En 197B, un nouveau régime de retraite était institué pour ces juges. Ce régime, qui s'applique aux juges nommés depuis 1978, constitue une amélioration réelle sur l'ancien régime, notamment en portant de 55 % à 70 % la rente de retraite maximale des juges et en indexant cette rente suivant l'augmentation du coût de la vie. Toutefois, la loi contenait certaines dispositions transitoires qui accordaient aux juges déjà en fonction l'option d'adhérer au nouveau régime de retraite et de bénéficier, lors de leur retraite après 25 ans de service ou à l'âge de 70 ans, d'une rente égale à 2,8 % par année de service calculée en fonction du traitement des cinq années d'exercice les mieux rémunérées, tout en étant assurés d'une rente minimale dont le montant est indexé.

De plus, les juges qui optaient ainsi pour le nouveau régime de retraite pouvaient, s'ils le désiraient, racheter des années de service accomplies dans l'ancien régime, en versant une contribution rétroactive, afin d'augmenter la valeur de leur pension. De nombreux juges se sont prévalus de ce rachat.
(11 h 50)

Toutefois, dans les faits, M. le Président, la valeur de la rente additionnelle résultant du rachat s'est avérée inférieure à celle projetée, les projections actuarielles ne s'étant pas réalisées. En effet, la rente minimale, indexée au coût de la vie depuis 1979, a connu une croissance plus forte que celle du traitement des juges, avec le résultat que la rente calculée en fonction du traitement et des années rachetées est moins élevée que la rente minimale.

On voit donc que les juges peuvent racheter des années de service antérieures dans l'espoir d'accroître leur rente fixée en fonction du traitement, mais n'en retirer aucune rente additionnelle. En fait, on constate que certains juges qui ont opté pour le nouveau régime sans racheter d'années de service ont actuellement droit à une rente minimale aussi élevée que celle à laquelle ont droit des juges qui ont racheté des années de service.

M. le Président, le projet de loi vient corriger cette anomalie qui pénalise certains juges. En premier lieu, il prévoit le remboursement aux juges des sommes qu'ils ont déboursées pour le rachat, si ce rachat n'a pas eu ou n'aura pas pour effet

d'augmenter la valeur de leur pension ou d'avancer la date de leur retraite. Par ailleurs, afin d'éviter qu'un tel déséquilibre ne se reproduise à l'avenir entre la rente minimale et la rente en fonction des années de service, le projet de loi modifie la formule de fixation de la rente minimale pour l'ajuster non plus en fonction de l'indice des prix à la consommation, comme c'est le cas actuellement, mais plutôt en fonction de l'évolution du traitement des juges. À cet effet, il est prévu que le montant de la rente minimale est dorénavant établi à 56 % du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées. On constate, d'ailleurs, que, depuis 1978, la rente minimale correspond en moyenne à 56 % du traitement des juges.

Par ailleurs un autre amendement relié au régime de retraite des juges vient modifier la formule de fixation de la rente de retraite anticipée après 20 ans de service applicable aux juges qui ont opté pour le nouveau régime de retraite en 1978, de façon que les juges qui s'en prévalent aient droit à une rente égale, par année de service, à 2,8 % du traitement moyen des cinq années d'exercice les mieux rémunérées. De cette façon, la rente correspondra aux contributions réelles des juges à leur régime de retraite.

Enfin, un autre amendement a pour objet la nomination de cinq juges additionnels à la Cour supérieure, dont quatre à Montréal et un à Québec. Cette augmentation du nombre de juges à la Cour supérieure se justifie en raison de la diminution depuis quelques années du nombre de juges surnuméraires disponibles et par l'affectation temporaire à la Cour d'appel de juges de la Cour supérieure.

Telles sont donc les modifications proposées par le projet de loi. Bien que techniques en apparence, elles visent à rendre justice à la magistrature. Merci, M. le Président.

Le **Vice-Président**: Je reconnais maintenant, comme intervenant suivant, M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Je vous remercie, M. le Président. Effectivement, nous en sommes à l'étude du principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires. Il s'agit là d'un projet de loi affectant cette classe de citoyens qui est constituée de juges. Le ministre de la Justice terminait son allocution, il y a quelques minutes, en disant: Il s'agit là d'un projet de loi qui vise à rendre justice aux juges. C'est une belle formule, je l'ai déjà employée moi-même, pas plus tard que la semaine dernière, en cette Chambre, je pense: Rendre justice aux

juges. Il faudrait quand même replacer l'ensemble de ce projet de loi dans le contexte auquel il appartient.

Il est donc intéressant, à ce stade, de revenir sur le rapport Brazeau et sur le problème de l'ensemble des conditions de travail des juges. Cela inclut la rémunération des juges et cela inclut, bien sûr, leur régime de retraite, leurs conditions de travail, etc. Il est bon de rappeler les principales recommandations du comité de révision de la Loi sur les tribunaux judiciaires. Ce comité était présidé par Me Claude Brazeau, ancien sous-ministre associé de la Justice et vice-président, sauf erreur, de la Commission de police de Québec. Ce rapport a été rendu public le 28 avril 1980.

Quelles étaient les principales recommandations contenues dans le rapport Brazeau? D'abord, une augmentation substantielle du salaire des juges de nomination provinciale. La recommandation finale du rapport est d'accorder la parité avec les juges des cours de comté d'Ontario. Ce rapport traitait également de la création d'une cour du Québec, dossier dont nous aurons peut-être à parler un peu plus tard, selon les décisions que prendra le ministre de la Justice.

Il faut savoir que le traitement des juges de nomination provinciale, aux termes, encore une fois, du rapport Brazeau, doit être porté à 84 732 \$ le 19 juillet 1986 et à 99 231 \$ le 1er juillet 1987. Il s'agit là de sommes qui peuvent paraître énormes. Encore faut-il être en mesure d'apprécier le travail, la charge de travail des juges et être en mesure d'apprécier également, à travail comparable, la rémunération accordée ailleurs. On parle beaucoup de l'Ontario comme critère de référence parfois en matière économique. J'ai mes réserves là-dessus. Il faut regarder ce qui se passe autour. Le Québec, bien sûr, a sa condition spécifique, mais il est manifeste qu'actuellement la rémunération ou le traitement, les conditions de travail des juges sont inférieures, de façon manifeste et inacceptable, à ce qui existe ailleurs. Je ne parle pas juste de l'Ontario, je regarde ce qui se passe en général au Canada.

Un effort important doit être fait par le ministre de la Justice pour défendre ce dossier auprès de ses collègues, membres du Conseil des ministres. Il nous a annoncé il y a une semaine qu'il remettrait un mémoire à ses collègues du Conseil des ministres dans quelques semaines. Les juges, quant à eux, ont tenu, le 23 mai 1987, il y a quelques jours à peine, une réunion extraordinaire. Selon nos informations, quelque 172 juges sur un total de 289 se sont réunis le samedi matin. Cette réunion, selon nos informations, a été ajournée et reportée au 7 septembre 1987, date de la rentrée des tribunaux judiciaires, une date importante, annuelle-

ment, au chapitre des activités judiciaires.

D'abord, est-ce que le ministre de la Justice va donner suite à ce qu'il nous a dit lors de l'étude des crédits la semaine dernière, à savoir qu'un mémoire serait déposé d'ici à quelques jours au Conseil des ministres? Est-ce qu'il va donner suite à cette recommandation du comité Brazeau? La Conférence des juges, on le sait, aimerait qu'au moins les deux premières recommandations du rapport Brazeau soient suivies.

(12 heures)

Donc, c'est dans l'ensemble de ce cadre qu'il faut situer le projet de loi 36 qui fait l'objet de nos débats ce matin. Ce projet compte huit articles et il vise de façon générale à assurer aux juges des cours municipales de Laval, de Montréal et de Québec, ainsi qu'aux juges de la Cour provinciale, de la Cour des sessions de la paix et du Tribunal de la jeunesse le maintien de leurs droits quant à leur rémunération et à leur régime de retraite lorsqu'ils sont transférés d'un tribunal à l'autre.

Je me demande si les notes explicatives du projet de loi sont conformes au contenu du projet de loi dans sa facture actuelle. Lorsqu'on lit le projet de loi attentivement, on s'aperçoit que l'article 1, l'article 5.3 et l'article 2 qui touche l'article 84.11 traitent du cas de ceux qui ont exercé les fonctions de juge en chef ou de juge en chef adjoint ou associé. Le ministre nous a annoncé, tantôt, des amendements qui permettront d'assurer certaines concordances au niveau du régime de retraite. Est-ce que ces amendements vont toucher l'ensemble des quelque 130 juges qui sont concernés ou vont-ils toucher une partie de ceux-là? Pourquoi créer une distinction entre les deux, s'il y a lieu? Évidemment, on devra attendre l'étude article par article en commission parlementaire pour examiner ce papillon législatif qu'apportera le ministre, mais, d'ores et déjà, je peux l'aviser que nous accorderons une attention très spéciale à la portée de cet amendement qui donnera un sens, à mon point de vue, un peu plus important au projet de loi 36.

On le sait, finalement, la base de ce qui est touché dans le projet de loi tel qu'il est devant nous... Je vais limiter mes commentaires pour le moment à ce qui est devant nous et ce qui n'est pas devant nous, on le verra à l'étude article par article en commission parlementaire. Lorsqu'un juge qui a exercé une fonction de juge en chef est transféré à une autre cour, à ce moment-là, c'est clair qu'il ne faudrait pas qu'il soit pénalisé par rapport à son régime de retraite. En ce sens, quant aux principes de cette première partie du projet de loi, nous ne pouvons qu'apporter notre pleine collaboration au ministre, mais en attirant

son attention, encore une fois, sur la nécessité d'un amendement - il l'a fait déjà - qui ait des conséquences véritables sur l'ensemble des juges concernés par ces dispositions législatives de 1978 et leur concordance.

La deuxième partie du projet de loi vise à consacrer la représentativité de la Conférence des juges du Québec et de la Conférence des juges municipaux du Québec en leur reconnaissant expressément un pouvoir de recommandation lors de la nomination par le gouvernement des membres du Conseil de la magistrature. Un mot, donc, sur la Conférence des juges municipaux et sur la Conférence des juges du Québec. Il s'agit d'organismes qui, au fil des années, ont permis aux juges d'échanger entre eux sur les problèmes qu'ils éprouvaient dans leur travail quotidien. Encore une fois, je ne saurais trop insister sur la lourdeur, la complexité des tâches qu'ont à accomplir les juges. Combien de juges m'ont dit et ont dit au ministre de la Justice que, parfois, ils s'en vont à leur bureau... Les gens ont l'impression, parce que le juge a fini de siéger, que la cause est terminée; ce n'est pas vrai. Ils doivent fouiller la jurisprudence, les points de droit qui sont nécessaires. Combien de juges m'ont dit qu'ils étaient, dans certains cas, torturés par certaines décisions qu'ils avaient à rendre? Parfois, les citoyens ont l'impression que les délibérés durent longtemps. Qu'est-ce qu'il fait, le juge, il ne nous envoie pas son jugement? Je vais vous le dire: Dans bien des cas, le juge n'a pas encore arrêté son opinion, n'a pas encore arrêté sa décision. Il ne le sait pas encore. Il lui faut fouiller, revoir ses notes, revoir ce que ses collègues, juges des cours supérieures ou d'une cour similaire, ont décidé quand il y avait des cas presque semblables.

Encore une fois, les juges rendent leurs décisions en fonction des lois qui sont adoptées dans ce Parlement et qui sont également adoptées au Parlement fédéral. Ils doivent donc se baser sur les lois, mais ils ne sont pas inconscients des conséquences des jugements qu'ils rendent. Leur priorité vise à démêler une situation de fait, parfois complexe, à la lueur des règles de droit, mais ils ne sont pas inconscients qu'ils vivent dans une société et que les justiciables qui sont devant eux attendent, parfois avec énormément d'expectative, le jugement qu'ils doivent rendre. Ils font leur travail avec dignité, avec méthode, avec soin. Parfois, ils discutent entre eux. Donc, la Conférence des juges du Québec et la Conférence des juges municipaux permettent aux juges de s'exprimer entre eux, d'échanger. Au fil des années, le caractère de représentativité de ces deux conférences, maintenant, ne peut plus faire de doute; d'où, l'utilité, comme le fait le projet de loi, de demander, avant une

nomination des membres du Conseil de la magistrature, à ces deux conférences leurs recommandations pour le Conseil de la magistrature qui, lui, a un autre rôle à jouer que le rôle des conférences.

Le ministre a mentionné également, à la toute fin de son texte, de son allocution, que son projet de loi permettait d'augmenter le nombre de juges à la Cour supérieure. Je dois signaler que nous aurons certaines questions à lui poser en commission parlementaire sur ce point bien particulier.

En terminant, sous réserve, évidemment, de cet amendement d'importance, que nous étudierons en commission parlementaire lors de l'étude détaillée du projet de loi, il nous fait plaisir d'apporter, ce matin, notre concours à l'adoption du projet de loi 36 en deuxième lecture.

Le Vice-Président: Je vais maintenant céder de nouveau la parole au ministre de la Justice pour l'exercice de son droit de réplique.

M. Herbert Marx (réplique)

M. Marx: M. le Président, j'apprécie beaucoup la collaboration du député de Taillon en ce qui concerne l'adoption de ces projets de loi, ainsi que ses critiques et son travail en commission parlementaire.

En ce qui concerne les juges des tribunaux, je dois dire que l'ancien gouvernement nous a laissé un dossier assez pourri. Ce n'est pas la faute du député de Taillon. Le député de Taillon n'était pas ici. Il a été élu seulement en 1985. Ce n'est pas sa faute, mais c'est la faute de sa formation politique. Il faut dire, M. le Président, que le chef de l'Opposition, quand il était ministre de la Justice en 1984, était hué par la Conférence des juges. Son successeur, M. Fréchette, a été hué en 1985 par la Conférence des juges. J'aimerais démontrer comment le dossier était mal mené par l'Opposition quand elle était au gouvernement.

En ce qui concerne le dossier du rachat des années de retraite, M. le Président, j'aimerais souligner, souligner - peut-être dois-je le souligner trois fois - que mes prédécesseurs n'ont jamais réussi à mener ce dossier à terme. M. Bédard n'a rien fait. M. Johnson n'a rien fait. M. Chevrette n'a rien fait dans ce dossier.

Une voix: Fréchette.

M. Marx: Fréchette, dis-je. Donc, le dossier n'a jamais été réglé et ce sera réglé cette année. Je pense qu'on a fait beaucoup de progrès.

J'aimerais vous souligner, M. le Président, qu'en novembre 1986, lors du

congrès de la Conférence des juges, j'ai pris des engagements. Par ce projet de loi, je vais réaliser tous les engagements que j'ai pris, sauf celui qui concerne le salaire et le régime de retraite des juges.
12 h 10)

En ce qui concerne le salaire des juges, j'ai déjà formulé des recommandations au gouvernement et je vais informer la Chambre des résultats. Quant à la cour du Québec et la révision de la Loi sur les tribunaux judiciaires, le travail en cours, j'aimerais souligner, M. le Président, que mon prédécesseur, M. Bédard, a fait au moins quatre discours par année pour dire qu'il réaliserait la cour du Québec. Cela n'a jamais été réalisé. On trouve l'idée dans le livre blanc La Justice contemporaine de 1975 de M. Choquette et nous avons l'intention de procéder pour compléter ce dossier.

En conclusion, en ce qui concerne la magistrature, j'ai pris un certain nombre d'engagements en novembre 1986 et nous sommes en train de réaliser les engagements que nous avons pris. En terminant, j'apprécie beaucoup la collaboration du député de Taillon parce qu'il apporte une contribution sérieuse dans ce dossier et dans ce débat. Merci.

Le Vice-Président: Merci, M. le ministre de la Justice. Ceci met fin au débat. Est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

Renvoi à la commission des institutions

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour déférer le projet de loi 36 à la commission des institutions.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion de déférence est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Article 6 au feuillet, M. le Président.

Projet de loi 26

Adoption du principe

Le Vice-Président: À l'article 6 du feuillet, M. le ministre de la Justice propose que le principe du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du

citoyen soit maintenant adopté.

Je cède la parole à M. le ministre de la Justice.

M. Herbert Marx

M. Marx: Merci, M. le Président. Ce projet dont nous abordons maintenant l'étude a pour objet de modifier la Loi sur le Protecteur du citoyen, principalement pour en faciliter l'application au bénéfice des citoyens victimes de difficultés dans leurs relations avec l'administration publique et pour corriger certaines dispositions qui présentent des difficultés d'interprétation. La Loi sur le Protecteur du citoyen est entrée en vigueur le 14 novembre 1968 et, dès 1969, le premier Protecteur du citoyen, M. Louis Marceau, profitait de son premier rapport annuel pour exposer sa vision de mandat de Protecteur du citoyen et souligner les sérieuses difficultés d'interprétation auxquelles il avait été confronté dès les premiers moments de la mise en application de sa loi. A plusieurs reprises par la suite, lui-même et ses successeurs, Mme Luce Patenaude et M. Yves Labonté, appuyés en cela par les commentaires des spécialistes du droit administratif ont déploré l'obscurité et l'équivoque de plusieurs dispositions de cette loi. À ce jour cependant, malgré près de 20 ans d'existence de la Loi sur le Protecteur du citoyen, aucune modification législative substantielle n'est venue remédier à ces difficultés.

Le présent projet de loi vise donc à mieux protéger les droits des citoyens par des interventions plus efficaces du Protecteur du citoyen et confirme dans les textes, certaines interprétations fondamentales mises en pratique au cours des ans, soit pour les préciser ou les adapter.

Le projet de loi sur le Protecteur du citoyen propose de ne plus recourir à la notion de fonction administrative pour définir son mandat de Protecteur du citoyen mais de partir plutôt du principe que le Protecteur du citoyen peut intervenir à l'égard de tous les actes ou omissions des ministères ou organismes et de leurs dirigeants, membres ou employés, qui ont lésé ou peuvent vraisemblablement léser un citoyen, sauf lorsque ce pouvoir d'intervention est expressément exclu ou restreint par la loi.

Le projet de loi prévoit que désormais, le Protecteur du citoyen devra laisser aux tribunaux compétents le droit exclusif de regard sur les actes ou omissions d'une personne ou d'un organisme tenu d'agir judiciairement. De plus, les problèmes rencontrés par le Protecteur du citoyen à l'égard de son champ de compétence ont mis en évidence la nécessité dans laquelle il peut se trouver de devoir s'adresser lui-même aux tribunaux pour faire trancher les débats qui peuvent naître au sujet de son droit

d'intervenir dans tel ou tel dossier. Afin d'éviter tout litige concernant sa capacité de le faire, le projet de loi prévoit expressément que le Protecteur du citoyen peut être partie à une requête pour jugement déclaratoire.

Comme l'ont souligné les divers Protecteurs du citoyen au cours des années, la loi actuelle présente des difficultés d'interprétation, notamment à l'égard du champ de compétence du Protecteur du citoyen. Voilà pourquoi le projet de loi introduit une nouvelle notion d'organisme public comprenant tous les ministères et les organismes dont le personnel est nommé et rémunéré selon la Loi sur la fonction publique, à l'exception du Conseil exécutif et du Conseil du trésor. La compétence du Protecteur du citoyen devient donc générale sous réserve des exclusions énoncées dans la loi.

Parmi les mesures contenues au projet de loi et destinées à simplifier le traitement des plaintes adressées au Protecteur du citoyen, il en est deux que je crois devoir souligner. D'abord, alors que la loi actuelle exige qu'un citoyen adresse par écrit sa plainte au Protecteur du citoyen, le projet établit maintenant la règle voulant que la plainte puisse être faite verbalement. L'écrit ne serait exigé que si le Protecteur du citoyen le juge nécessaire. La volonté de faciliter au citoyen sa démarche lorsqu'il désire porter plainte m'a convaincu de la nécessité d'éliminer de la Loi sur le Protecteur du citoyen un formalisme qui, pour plusieurs citoyens, pouvait avoir un effet dissuasif.

Afin également d'alléger la procédure de traitement des dossiers du Protecteur du citoyen, je propose, dans ce projet de loi, de remplacer l'obligation qui lui est faite d'aviser un ministre ou un dirigeant d'organisme chaque fois qu'il est intervenu dans un dossier par celle de ne l'aviser spécifiquement que lorsque le Protecteur du citoyen conclut que le citoyen avait raison de se plaindre. D'autre part, le Protecteur du citoyen transmet, au moins une fois l'an, au ministre ou au dirigeant d'un organisme public un rapport indiquant sommairement le nombre, la nature et l'issue de toutes les interventions qu'il a dû faire pendant une année et qui concernent un ministre ou un dirigeant d'organisme.

Parmi les autres modifications contenues dans ce projet de loi, il est important de souligner celles relatives aux commentaires publics du Protecteur du citoyen et à la confidentialité des renseignements ou documents obtenus par celui-ci.

Ainsi, il m'est apparu à cet égard souhaitable de suggérer que le Protecteur du citoyen soit autorisé, "lorsqu'il le juge d'intérêt public ou lorsqu'il juge que l'intérêt d'une personne, d'un ministère ou d'un

organisme en cause l'exige", à commenter publiquement ses rapports à l'Assemblée nationale et même les interventions qu'il fait. On peut ici penser au cas où des faits erronés ont été rendus publics et où un intérêt privé ne saurait être protégé que par un commentaire public du Protecteur du citoyen.

Mme la Présidente, le Protecteur du citoyen a un pouvoir de recommandation et il se doit de pouvoir compter sur l'opinion publique pour appuyer ses recommandations. Il y a certes lieu de faire confiance au sens aigu des responsabilités du Protecteur du citoyen qui aurait à juger jusqu'à quel point l'intérêt public exigera la divulgation de faits qui, en principe, devraient demeurer confidentiels.

En ce qui concerne les renseignements et documents obtenus dans l'exercice des fonctions de Protecteur du citoyen, le projet de loi propose de maintenir la règle de stricte confidentialité. Même s'il est lui-même assujéti à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels à l'égard de ses propres documents, le Protecteur du citoyen a réclamé le maintien de la règle de la non-accessibilité aux renseignements qu'il obtient dans le cours de ses interventions. D'une part, cette règle a toujours contribué à la confiance que lui témoignent les citoyens et à la collaboration qu'il reçoit des fonctionnaires et, d'autre part, il lui serait pratiquement impossible de mener à bien ses interventions si, à tout moment et avant même d'avoir pu tirer ses propres conclusions, il devait donner accès aux renseignements obtenus. Par ailleurs, lorsque le renseignement se fonde sur un document, il sera plus souvent possible d'y accéder en s'adressant directement au ministère ou à l'organisme qui en est l'auteur.

À titre de ministre de la Justice à qui l'honorable premier ministre a confié le soin de parrainer ce projet de loi, je ne peux que me réjouir du fait que notre Parlement, que notre société ait mis à la disposition des citoyens et citoyennes du Québec une personne qui a le mandat de les protéger contre les injustices et les irrégularités dont elles peuvent être victimes en raison des milliers de décisions prises chaque jour par l'administration publique.

Il est important de souligner que près de 65 000 personnes ont déjà eu recours au Protecteur du citoyen. Les droits fondamentaux du citoyen, Mme la Présidente, seront donc mieux protégés contre des abus et des excès possibles de l'exercice du pouvoir. Merci.
(12 h 20)

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice. M. le député de Taillon.

M. Claude Filion

M. Filion: Merci, Mme la Présidente. Il me fait plaisir encore une fois d'intervenir sur le projet de loi 26 déposé par M. le ministre de la Justice. Cette loi, comme il a bien été dit, modifie la Loi sur le Protecteur du citoyen. Nous ne saurions trop insister sur le travail effectué par le Protecteur du citoyen, un travail souvent méconnu. D'ailleurs, je signale immédiatement au ministre de la Justice que, selon les dernières enquêtes, seulement un citoyen sur quatre au Québec connaît l'existence du Protecteur du citoyen communément appelé ombudsman. Une personne sur quatre en connaît l'existence.

On aura beau modifier la loi tant qu'on voudra, rendre cela plus accessible en faisant disparaître notamment la demande par écrit par une autre demande orale ou autrement, il demeurera que le but de la loi est de faire en sorte qu'il existe un mécanisme, une personne qui pourra prendre fait et cause pour un citoyen lorsque la situation s'impose, lorsque ce citoyen est aux prises avec l'une des nombreuses tentacules du pouvoir étatique du gouvernement, d'une régie, d'une commission, d'un ministère.

Qui n'a pas, au moins une fois dans l'année - nos bureaux de comté sont là pour en témoigner - un problème avec une régie, un organisme ou un ministère? L'ombudsman est là pour ça, est là justement pour permettre au citoyen qui aurait été victime d'une injustice au niveau bureaucratique, au niveau administratif de s'adresser à une ressource et d'expliquer son point de vue à cette ressource pour qu'une enquête soit faite auprès des fonctionnaires ou auprès des régisseurs, peu importe leur nom, pour faire en sorte que justice soit rendue.

On aura beau, tant qu'on veut, modifier la loi - et je suis d'accord avec la modification à la loi - mais ce qu'il faut d'abord faire, c'est donner des ressources financières et humaines nécessaires au bureau du Protecteur du citoyen pour qu'il se fasse connaître, pour qu'il ait une mission qu'on a oubliée depuis deux ans, qui consiste à être présent au bureau du Protecteur du citoyen. Le bureau du Protecteur du citoyen n'a pas de bureaux régionaux. Si vous demeurez à Rimouski, à Joliette, à Sept-Îles, bonne chance! Vous êtes de ceux probablement qui ne connaissent même pas l'existence du bureau du Protecteur du citoyen.

À Montréal, à Québec, il y a des bureaux, on peut s'y adresser, mais quand même. Là, qu'est-ce qu'on vient de faire? On vient en plus de cela assujettir au Conseil du trésor le secteur administratif et financier ou les aspects administratifs et financiers du bureau du Protecteur du citoyen. Je dis cela sans ambages au ministre, c'est carrément inadmissible cette

dépendance du bureau du Protecteur du citoyen vis-à-vis du Conseil du trésor.

Pourquoi est-ce que nous, dans cette Assemblée nationale, nous nous réservons le pouvoir de nomination du Protecteur du citoyen? Parce que nous considérons et ceux qui nous ont précédés en cette Chambre considéraient que le rôle du Protecteur du citoyen est suffisamment important. Mon Dieu, qu'on soit cohérent un peu à partir de ce moment, si c'est si important que ça, laissons-lui l'autonomie et l'indépendance vis-à-vis du Conseil du trésor. Surtout donnons-lui les fonds suffisants pour exercer convenablement sa mission. On n'a qu'à lire le dernier rapport du Protecteur du citoyen pour se rendre compte de l'importance de cette question que n'a pas traitée le ministre de la Justice dans son exposé. C'est ma première remarque préalable.

Dans ma deuxième remarque préalable, je constate qu'une des demandes formulées par le bureau du Protecteur du citoyen n'a pas connu de suite dans le présent projet de loi 26. J'aurais aimé entendre le ministre sur les raisons. En commission parlementaire on pourra peut-être aller un peu plus loin dans l'intégration du personnel du bureau du Protecteur du citoyen au personnel de la fonction publique. Je ne dis pas nécessairement que je suis pour ou contre, je dis que j'aurais aimé avoir le point de vue du ministre de la Justice sur cela. C'est une question importante pour assurer cette mobilité du personnel et empêcher que le personnel soit, en quelque sorte, contraint de demeurer à l'extérieur de la fonction publique. C'est une question importante et les avis peuvent diverger, le ministre connaît mes réserves sur cela. Je pense qu'il faut discuter, à l'occasion de cette mini-réforme de la loi, de ce point de vue extrêmement important soulevé par le Protecteur du citoyen lui-même.

Mme la Présidente, ce projet de loi 26 a pour objet de modifier la Loi sur le Protecteur du citoyen principalement pour en faciliter l'application, et ce au bénéfice des personnes victimes de décisions et victimes de difficultés dans leurs relations avec l'administration publique. Dieu sait que cette administration publique est vaste! Elle nous rejoint de toutes les façons directement et indirectement, chaque jour, dans bien des cas dans notre boîte à lettres ou autrement. 100 % des citoyens, non pas 25 % sont affectés par l'administration étatique. Or, comment se fait-il que seulement 25 % des citoyens au Québec connaissent l'existence du bureau du Protecteur du citoyen?

Nous sommes favorables au projet de loi, M. le ministre. Il s'agit là d'un travail qui constitue, en quelque sorte, l'aboutissement de plusieurs demandes formulées par le bureau du Protecteur du citoyen. Le ministère, j'en suis sûr, avec son personnel,

ses hauts fonctionnaires s'est penché sur ces demandes et il a fait certains choix que nous pouvons sanctionner ou pas qui sont en général bien valables. Il y a d'autres points et nous y arrivons.

Donc, il s'agit de faciliter l'application pour que ces citoyens victimes de difficultés dans leurs relations avec l'administration publique ou pour corriger certaines dispositions qui présentent des difficultés d'interprétation dans la loi actuelle. Aux citoyens qui nous écoutent, aujourd'hui, quant à moi, je dis: Si vous éprouvez des difficultés avec la CSST, avec l'OCQ, avec un ministère et que vous croyez être victime d'une injustice et que cette injustice ne peut être autrement corrigée, n'hésitez pas à communiquer avec le bureau du Protecteur du citoyen. Vous pouvez venir nous voir à nos bureaux de comté, bien sûr, et essayer de régler le problème. Dans certains cas, on va peut-être vous référer au bureau du Protecteur du citoyen. Si vous le jugez à propos, vous pouvez vous adresser directement au bureau du Protecteur du citoyen.

En ce qui a trait aux ressources, comme je l'ai dit tantôt, il y a des problèmes. J'espère que le ministre ne sera pas sourd à cette demande que nous lui faisons de faire en sorte que le Conseil du trésor soit un peu plus sensible aux besoins du Protecteur du citoyen. Je pourrais citer nombre de cas de demandes formulées chaque année au bureau du Protecteur du citoyen. Ce nombre, sauf erreur, a connu une augmentation importante dans les premières années, mais s'est maintenant stabilisé. (12 h 30)

Le Protecteur du citoyen a, encore une fois, toutes les peines du monde, administrativement parlant, à faire fonctionner sa boîte pour satisfaire sa clientèle, pour étudier ses dossiers, pour aller au fond des choses. Quand les citoyens s'adressent au bureau du Protecteur du citoyen, encore une fois c'est une mesure de dernière ressource, et ce personnel dévoué doit aller au fond des choses. Ce n'est pas facile... D'abord, ils doivent comprendre les problèmes qui sont parfois extrêmement complexes dans plusieurs ministères et de saisir la portée d'une réglementation, d'une législation, d'une directive, d'une mesure administrative, ce n'est pas facile parce que cela change. Donc, sur l'importance de fournir au bureau du Protecteur du citoyen des ressources normales, encore une fois, je pense que le ministre de la Justice doit jouer son rôle à ce niveau.

La Loi sur le Protecteur du citoyen a été sanctionnée en 1968, cette loi - encore une fois j'aurais pu ressortir les discours qui ont été faits à l'époque - vise à accorder au citoyen qui est confronté avec l'appareil gouvernemental des outils, des moyens. Cela existe déjà l'ombudsman, cela existait déjà à

l'époque dans plusieurs autres pays, notamment dans les pays Scandinaves. Cela a été étendu à plusieurs pays européens et c'était là une initiative valable. L'opération de faire cette mini-refonte de la loi est, elle aussi, bien sûr, valable.

L'article 13 de la loi actuelle explique bien la compétence du Protecteur du citoyen de façon subsidiaire, la portée et le but de la loi. Cela vaut la peine de le lire: "Le Protecteur du citoyen fait enquête à la demande de toute personne chaque fois qu'il a raison de croire que, dans l'exercice d'une fonction administrative, le titulaire d'une fonction, d'un office ou d'un emploi relevant du gouvernement ou de l'un de ses ministères ou organismes, a lésé cette personne. Il fait également enquête (...), nous dit l'article actuel - il y a des modifications qu'on étudiera en détail, lors de la commission parlementaire - sur la procédure suivie par un organisme du gouvernement ou l'un de ses membres dans l'exercice d'une fonction quasi-judiciaire, chaque fois qu'il a raison de croire que la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave et que justice n'a pas été ou ne pourra pas être rendue."

Comment s'exprime le Protecteur du citoyen vis-à-vis le gouvernement, vis-à-vis cette Assemblée nationale? C'est par le biais des recommandations qu'il fait, par le biais d'avis au ministre ou dirigeants d'organismes, par un rapport spécial qu'il dépose ou par son rapport annuel qui est déposé devant l'Assemblée nationale, que le Protecteur du citoyen donne suite à ces enquêtes.

Je ne sais pas si le ministre l'a dit, en tout cas... La loi fondamentale de 1968 du Protecteur du citoyen a été modifiée à plusieurs reprises, depuis 1968. Des modifications ont été apportées notamment en 1984 par le biais de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire, le projet de loi 3 qui, lui, a été sanctionné au mois de décembre 1984. Mais, cette loi a été déclarée inconstitutionnelle ou inopérante par la Cour supérieure et sur laquelle le ministre de l'Éducation n'a pas décidé de continuer l'appel qui avait été interjeté par le précédent gouvernement.

Les articles 12, 13 et 26 avaient été modifiés en 1984 afin d'insérer la notion de délégation de pouvoirs à l'adjoint du Protecteur du citoyen ainsi que de ses fonctionnaires et employés à l'égard des enquêtes tenues en vertu de la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

Des modifications mineures ont été également apportées en 1977, 1978, 1979, 1980 et 1983. Donc, le projet de loi qui est devant nous résulte, si on veut, de demandes faites, comme je l'ai dit par le bureau du Protecteur du citoyen. Le titulaire actuel de ce poste, le ministre le sait fort bien, M. Labonté, a terminé son mandat depuis le 1er mai 1987, sauf erreur. Je ne sais pas si

cette Assemblée nationale aura l'occasion de se prononcer la semaine prochaine ou à l'automne sur ce renouvellement de mandat ou l'identité de la personne qui occupera le poste à l'avenir. Il est bien sûr que M. Labonté demeure en poste jusqu'à ce qu'il soit remplacé, comme le prévoit la loi, comme le prévoient toutes les lois de ce type.

Je parle de M. Labonté parce que j'ai lu attentivement son dernier rapport annuel daté du 1er octobre 1986 qui faisait largement état de correctifs, d'ajustements à apporter à la loi et à la situation prévalant dans les bureaux du Protecteur du citoyen et, dans ce dernier cas, du manque d'effectif dans les bureaux du Protecteur du citoyen. L'effectif autorisé - je vais donner quelques chiffres au ministre - était de 50 personnes cette année avec des crédits à la baisse de 2 616 000 \$ en 1987-1988, comparativement à 2 679 700 \$ pour 1986-1987. Ce sont des chiffres qui parlent énormément.

Je parlais tantôt du volume d'activité. En 1975, il y a eu 6051 cas d'intervention, alors qu'en 1985, il y en a eu 15 319. Le Protecteur du citoyen, toutefois, n'a que ses 50 personnes comme effectif autorisé, et 60 avec les employés occasionnels pour accomplir ce boulot fondamental dans une société démocratique. Le Protecteur du citoyen est également absent des régions du Québec, et le ministre connaît ma préoccupation pour la présence régionale de bureaux comme ceux de la Commission des droits de la personne, comme ceux du bureau du Protecteur du citoyen. Dans le cas du Protecteur du citoyen, il n'existe aucun bureau régional. Seules, comme je l'ai mentionné tantôt, les régions de Québec et de Montréal ont des bureaux. Il y aurait lieu d'aller chercher les ressources financières suffisantes pour corriger cette situation.

Encore une fois, les mesures que je suggère ne coûtent pas une fortune. Je suggère au ministre que les structures actuelles... Par exemple, à la Commission des droits de la personne, pourquoi ne pourrait-on pas avoir, en même temps, un bureau adjacent pour un représentant du bureau du Protecteur du citoyen? Cela coûterait à peine le salaire d'une personne qui agirait pour recevoir les demandes, pour les trier, pourrait même, dans certains cas, lorsqu'une enquête doit être faite, référer le dossier à Québec ou à Montréal, mais cela permettrait également une vitrine du bureau du Protecteur du citoyen dans les régions.

Dans le cas de la Commission des droits de la personne, j'ai cité des chiffres au ministre de la Justice, l'autre jour, quand le bureau régional de la Commission des droits de la personne a ouvert dans l'Outaouais et dans l'Estrie, comment les gens se sont adressés plus souvent aux bureaux régionaux. Il suffit d'être présent,

par exemple. Si on n'est pas là, les gens ne viennent pas nous voir. Si on est là, lorsque les gens ont un problème, ils auront le réflexe de penser au bureau du Protecteur du citoyen. Je pense que c'est fondamental.

Le Protecteur du citoyen n'a pas les moyens non plus d'exprimer sur la place publique, comme je le fais aujourd'hui, ses besoins et ses nécessités. Le ministre de la Justice et le député de Taillon ont le devoir, je pense, de se faire les porte-parole du Protecteur du citoyen qui a un certain devoir de réserve vis-à-vis de l'Assemblée nationale et vis-à-vis du gouvernement. Nous avons le devoir, comme parlementaires, de refléter cette réalité des organismes qui sont issus, si l'on veut, de la volonté de l'Assemblée nationale et qui ne dépendent de personne d'autre que l'Assemblée nationale. Ce caractère consacre bien l'importance que l'on doit accorder aux demandes, aux préoccupations de ces organismes comme la Commission des droits de la personne, le Directeur général des élections et, pour ne nommer que ceux-là, la Commission d'accès à l'information ou le bureau du Protecteur du citoyen.

(12 h 40)

Évidemment, il y a le problème... Excusez-moi pour cette diversion, je pense être encore sur le fond des choses, mais je voudrais quand même revenir au projet de loi.

Certains organismes ou sociétés, on le sait, ne sont pas assujettis à l'application de la loi qu'administre le Protecteur du citoyen, ce qui peut dans des cas précis léser certaines catégories de citoyens. Les recommandations faites par le Protecteur du citoyen visent à étendre sa compétence à certains types d'organismes. À ce sujet, il est bon de noter que le Protecteur du citoyen a demandé que le Directeur général des élections soit soumis à la Loi sur le Protecteur du citoyen. Il s'agit, M. le ministre, d'une matière éminemment importante et délicate. Voilà deux personnages issus de l'Assemblée nationale, dont le mandat vient directement de l'Assemblée nationale. Le Directeur général des élections a des fonctions, on le sait, extrêmement importantes, celles en période électorale et, en dehors des périodes électorales, d'administrer la loi électorale qui est au fondement même de notre démocratie. De l'autre côté, le Protecteur du citoyen a le mandat de recevoir les récriminations, les plaintes ou les craintes de citoyens qui s'estimeraient lésés par une décision qui aurait pu être prise ou ne pas être prise par le Directeur général des élections ou l'un des membres de son personnel. Le projet de loi tranche en faisant en sorte que le Directeur général des élections soit soumis à la Loi sur le Protecteur du citoyen.

Je dois dire qu'il s'agit là, encore une

fois, d'une matière importante sur laquelle celui qui vous parle ne peut pas actuellement donner d'avis sans entendre les principaux intéressés. Je pense qu'il serait nécessaire d'accorder, au cours de la commission parlementaire qui viendra, 20 ou 30 minutes à chacun de ces deux personnages pour leur permettre de venir nous expliquer leur point de vue sur cette matière. À première vue, je suis très réticent de faire en sorte que le Directeur général des élections puisse être soumis à l'autorité de la loi, donc à l'autorité du Protecteur du citoyen. Il y a de bons arguments qui militent en faveur de cette solution, mais il y en a de maudits bons qui militent en faveur de l'autre solution aussi. Le Directeur général des élections a une mission à accomplir, un mandat à accomplir et, quand il est en période électorale, il doit accomplir ce mandat dans une limite de temps qui est absolument "irréfutable". Le Directeur général des élections ne peut pas dire: Écoutez, le dossier de M. X qui veut se faire inscrire sur la liste électorale, voulez-vous, on va le régler dans trois semaines? Non, l'élection est dans six jours. Est-ce qu'il est sain pour notre démocratie de faire en sorte que le Protecteur du citoyen intervienne dans des dossiers relevant du Directeur général des élections et puisse faire en sorte qu'en pleine période électorale, on se retrouve avec des doutes sur une décision administrative prise par le Directeur général des élections?

Encore une fois, j'ai des réticences et ma première tendance, et non pas ma dernière - on va en discuter en commission parlementaire avec le ministre - c'est de consacrer la totale indépendance du Directeur général des élections en ce qui concerne des décisions qui doivent être prises en vertu de la Loi électorale, sinon on ouvre une porte qui va nous mener à des complications ou à des possibles complications qui peuvent mettre en doute le bien-fondé du processus électoral lui-même. Je suggère donc modestement au ministre, qui aura la fin de semaine pour y réfléchir - cela peut se faire en 20 minutes - qu'on entende le Directeur général des élections sur cette modification en commission parlementaire, qu'on entende aussi, s'il le juge à propos, le Protecteur du citoyen - je peux l'assurer de toute ma collaboration - et qu'on prenne le temps de discuter un peu avec eux avant de trancher, comme le fait le projet de loi, d'une façon aussi décisive. Quant à moi, je le dis très honnêtement, très sincèrement au ministre, je réserve mon opinion là-dessus, mais il y a une chose dont je suis conscient, ce sont les conséquences de cette décision. Ce commentaire sur ce que je crois être l'article 5 du projet de loi, j'espère que le ministre y réfléchira et qu'il pourra nous apporter une réponse

satisfaisante lors de sa réplique ou la semaine prochaine.

Mme la Présidente, revenons au projet de loi pour signaler certaines des modifications qu'il apporte à la loi actuelle. D'abord, et celle-là je tiens à le souligner particulièrement - le ministre l'a bien relevé tantôt; je voudrais renchérir - une modification qui permettra au Protecteur du citoyen d'être partie à toute requête qui est adressée à la Cour supérieure et qui porte sur sa compétence et ses pouvoirs. Avec le projet de loi tel que déposé par le ministre de la Justice, cela va permettre au Protecteur du citoyen d'intervenir dans une requête en vertu des articles 453 à 456, je crois, du Code de procédure civile pour être partie à cette requête qui vise à déterminer sa compétence à lui. Dans la présente loi, il ne peut pas le faire et avec le projet de loi tel que déposé, le Protecteur du citoyen pourra intervenir dans une requête qui porte sur sa propre compétence à intervenir dans un dossier. Il s'agit d'une modification souhaitable apportée par le projet de loi.

Il y a également moins de formalisme - c'est le deuxième aspect et le ministre l'a également relevé; je vais procéder rapidement - pour permettre aux citoyens de s'adresser au Protecteur du citoyen. Avant, il fallait s'adresser par écrit. Maintenant, on peut le faire d'autres façons. C'est au Protecteur du citoyen à vérifier si la façon lui convient, s'il désire une lettre, etc. Je pense que cette diminution de rigueur était également souhaitable de sorte que les citoyens pourront s'adresser au bureau du Protecteur du citoyen par téléphone.

J'aurais beaucoup d'autres commentaires, mais il est déjà 12 h 50 et nos travaux se termineront dans dix minutes. Je vais donc les réserver pour la commission parlementaire. Je voudrais juste entendre la réplique du ministre et, peut-être, s'il le juge à propos, cette demande que nous lui faisons relativement au Directeur général des élections et au Protecteur du citoyen. Peut-être qu'ils pourront causer entre eux, d'ailleurs, lors de cette commission. Je suis sûr qu'ils peuvent le faire occasionnellement, mais peut-être qu'on peut leur faciliter cet échange-là.

Je voudrais aussi attirer l'attention du ministre en terminant sur l'importance d'accorder les ressources nécessaires, tant humaines que budgétaires, au Protecteur du citoyen pour lui permettre d'implanter des bureaux régionaux afin qu'il puisse faire son travail de façon convenable, accorder une plus grande autonomie administrative au bureau du Protecteur du citoyen, établir davantage de contacts entre le Protecteur du citoyen et d'autres organismes. Notamment, et c'est là ma conclusion, Mme la Présidente, j'aimerais attirer l'attention du ministre de la Justice et du leader adjoint

du gouvernement sur le fait que l'article 116 de notre règlement, au paragraphe 4, dit ceci: "La commission de l'Assemblée nationale entend chaque année le Directeur général des élections, le Vérificateur général et le Protecteur du citoyen."
(12 h 50)

Or, selon nos informations, Me Louis Marceau, qui a déjà occupé le poste de Protecteur du citoyen, a été entendu en 1975. Je crois que Me Luce Patenaude a été entendue en 1978 et en 1981, mais, depuis ce temps là - et je ne blâme pas le gouvernement actuel, vous voyez, j'ai été fouiller pour voir ce qui en était - du gouvernement actuel et de l'autre gouvernement. C'est la commission de l'Assemblée nationale qui est concernée ici. Donc, je demande au ministre de la Justice et au leader adjoint du gouvernement de faire en sorte que le Protecteur du citoyen puisse venir, comme le prévoit notre règlement, sur une base annuelle, devant la commission de l'Assemblée nationale afin de nous exposer ses commentaires, parce que le Protecteur du citoyen n'a pas 92 000 façons d'intervenir même si le projet de loi lui permettra une certaine latitude.

Dans ce sens-là, c'est notre propre règlement. Je ne distribue pas de blâme à quelque Législature que ce soit de ne pas l'avoir fait dans le passé, mais je sais que nous sommes dans cette 33^e Législature, le gouvernement est évidemment représenté de façon majoritaire ici et je demanderais donc à la commission de l'Assemblée nationale de faire son travail, de respecter sa propre loi et de faire en sorte que le Protecteur du citoyen puisse être entendu devant les parlementaires sur une base annuelle et, donc, le plus rapidement possible. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taillon. M. le ministre de la Justice, en réplique.

M. Herbert Marx (réplique)

M. Marx: Merci, Mme la Présidente. J'ai beaucoup apprécié les remarques du député de Taillon et son offre de collaborer pour faire adopter ce projet de loi la semaine prochaine.

J'ai deux précisions. Premièrement, en ce qui concerne les modifications à la Loi sur le Protecteur du citoyen, il y a eu vraiment une modification, c'était en 1984. Les autres modifications étaient des concordances. On a changé peut-être le nom de quelqu'un et ainsi de suite.

Deuxièmement, en ce qui concerne les bureaux régionaux, le Protecteur du citoyen a une ligne WATS. Donc, tout citoyen au Québec peut rejoindre le Protecteur du citoyen et, si nécessaire, le Protecteur du

citoyen peut bien sûr envoyer une des personnes qui travaillent à son bureau dans les régions pour rencontrer la personne en question. Je pense que beaucoup de choses se font par téléphone et aussi par lettre. Mais, si nécessaire, cela va de soi que le Protecteur du citoyen envoie quelqu'un dans les régions pour rencontrer les personnes.

Finalement, en ce qui concerne l'invitation que le député de Taillon a suggéré qu'on fasse au Directeur général des élections ou au Protecteur du citoyen de venir en commission parlementaire pour échanger des vues avec nous sur la modification dans la loi en ce qui concerne le Directeur général des élections, nous avons déjà reçu beaucoup de correspondance. Nous avons tous les arguments des deux parties. Je suis prêt à faire parvenir au député de Taillon tous les documents que j'ai sur ce sujet et peut-être que cela va l'éclairer sur la décision que nous avons prise, qui est bien sûr sujette à discussion lors de l'étude article par article en commission parlementaire. J'aimerais assurer le député de Taillon que je vais lui remettre tous les documents que j'ai sur ce sujet pour qu'il puisse les étudier avant l'étude article par article de ce projet de loi en commission parlementaire.

Voilà, Mme la Présidente, pour ce projet de loi qui, j'en suis sûr, sera adopté la semaine prochaine pour rendre, dirais-je, dans les mois et les années à venir, plus de justice aux Québécois. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice.

Le débat étant clos, le principe du projet de loi 26 Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen est-il adopté?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, avant de passer à la motion de déférence, j'aimerais rappeler au député de Taillon que la commission de l'Assemblée nationale est formée de membres des deux groupes parlementaires. Il serait peut-être sage que le député de Taillon en profite, cet après-midi ou en fin de semaine, pour faire le message à ses propres collègues qui sont au moins cinq à la commission de l'Assemblée nationale et pour leur faire l'invitation en relation avec l'article 116, paragraphe 4^b de nos règlements.

Renvoi à la commission des institutions

Mme la Présidente, je fais maintenant motion pour déferer le projet de loi 26 à la commission des institutions.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Je fais motion pour ajourner nos travaux à lundi, 10 heures.

La Vice-Présidente: Cette motion est-elle adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Nous allons donc ajourner nos travaux à lundi prochain, 10 heures.

(Fin de la séance à 12 h 56)